

ÉTUDE
SUR
L'ORGANISATION JUDICIAIRE CIVILE de l'IRAN
comparée à celle de la France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Juin 1938, à 14 heures

PAR

Gholam-Hosseïn KHOCHBINE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. H. SOLUS, Professeur

Suffragants : MM. MOREL, Professeur
PETOT, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

ÉTUDE
SUR
L'ORGANISATION JUDICIAIRE CIVILE de l'IRAN
comparée à celle de la France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Juin 1938, à 14 heures

PAR

Gholam-Hosseïn KHOCHBINE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. H. SOLUS, Professeur

Suffragants : MM. MOREL, Professeur
PETOT, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1938

44497.

INTRODUCTION

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'étude de l'organisation judiciaire de l'Iran comparée à celle de la France offre à bien des points de vue un grand intérêt.

Nous allons faire connaître, d'une part, le système juridique de l'Iran et son évolution au cours des siècles ; d'autre part, son régime actuel en se mêlant l'influence des institutions occidentales à des innovations.

Nous allons faire une étude comparative et critique des institutions des deux pays, en dégagant les avantages et les inconvénients des systèmes juridiques de chacun, ainsi que les réformes qui devraient réalisées, à notre avis, dans le système de l'Iran.

Il eût été fort intéressant de faire une étude complète sur l'organisation judiciaire tant civile que pénale, mais c'eût été là un trop long travail et nous nous cantonnerons, faute de temps, à la seule étude de l'organisation judiciaire civile.

PLAN DE L'OUVRAGE

Première partie. — Aperçu historique de nos institutions juridiques des premiers siècles à nos jours.

Deuxième partie. — Principes généraux de notre organisation judiciaire et de la France.

Troisième partie. — Etude des juridictions actuelles de l'Iran, critiques et réformes.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE DES ORGANISATIONS JUDICIAIRES EN IRAN

Ce chapitre sera divisé en trois parties : dans la première, nous étudierons les organisations judiciaires avant l'Islam, dans la seconde partie, nous allons examiner celles d'après l'Islam et dans la troisième, nous allons voir les organisations judiciaires depuis la révolution jusqu'à nos jours.

SECTION I. — *L'organisation judiciaire avant l'Islam*

L'étude de cette période commence à la dynastie d'Archéménide, c'est-à-dire à partir de 558 avant J.C., année où l'empire des Mèdes fut renversé par Cyrus, roi de Perse et fondateur de cette dynastie ; elle se termine par la conquête de la Perse par les Arabes et la domination de l'Islam (651 après J.C.).

Pendant ces douze siècles, nous ne pouvons pas avoir de données très précises et détaillées sur

l'organisation judiciaire, la composition des tribunaux et leur fonctionnement en Perse, surtout pour les siècles avant J. C. Les sources principales sont limitées à tout ce qu'on peut trouver dans les passages de l'histoire d'Hérodote, dans le livre d'Esther, dans Tabari historien musulman très connu, et dans quelques ouvrages européens qui ont été écrits sur la Perse, comme l'histoire des Perses du Comte de Gabineau etc... Mais, pendant le règne de la dynastie Sassanide, on peut consulter l'Avesta (livre sacré des Iraniens) et divers travaux des Mazdéens, pendant et après le règne des Sassanides ainsi que l'œuvre des auteurs étrangers avant et après l'invasion arabe.

Par conséquent, cette section sera divisée en deux paragraphes : dans le premier, nous allons passer en revue l'organisation judiciaire pendant le règne des Archéménides, les Séleucides et les Parthes. Dans le second paragraphe, nous allons examiner cette organisation sous le règne des Sassanides.

§ 1. — Les archemenides

On trouve dans le livre d'Esther certaine allusion à un corps judiciaire, ainsi que dans l'histoire d'Hérodote dont les membres « étaient près de lui (du roi), selon la coutume royale et sur le conseil

desquels il faisait toutes choses, parce qu'ils savaient les lois et les ordonnances anciennes (1) ».

Hérodote écrit que les juges royaux sont choisis parmi les Perses et qu'ils exercent leur fonction jusqu'à la mort : à moins qu'ils ne soient convaincus de quelques injustices, ils sont interprètes des lois et juges des procès ; toutes les affaires ressortissent à leur tribunal (2).

Selon ces deux passages on peut croire qu'il existait auprès du roi un tribunal supérieur, muni d'une compétence absolue pour juger toutes les affaires. Mais nous partageons l'opinion de M. le docteur T. Nasre, l'auteur d'un ouvrage intitulé : « Essai sur l'histoire du droit persan » ; nous sommes d'accord avec lui pour penser que cette réunion était une assemblée consultative, que le roi prenait conseil de ses membres pour les affaires du pays, et toutes les questions importantes, et qu'il leur soumettait en même temps les procès qui, pour une raison quelconque, avaient attiré son attention.

Un passage du livre d'Esther confirme notre opinion parce qu'il donne d'abord les noms des sept sages qui entouraient Assuérus (roi de Perse) et dit qu'ils étaient : « sept princes des Perses et des Mèdes qui voyaient la face du roi et qui avaient cou-

(1) Livre d'Esther, p. 13 (Hist. du droit persan, p. 58).

(2) Hérodote, livre III, p. 31.

tume de s'asseoir les premiers après lui. » Plusieurs passages d'Hérodote font aussi allusion à un Conseil des sages qui s'occupaient des affaires de l'Etat (4).

De ce qu'Hérodote déclare : « les juges royaux exerçaient leur fonction jusqu'à la mort », il ne faut pas croire à l'inamovibilité des juges parce que le même auteur nous raconte qu'Asanes qui succédait à son père faisait partie des sept juges royaux au temps de Darius le Grand, pour quelques temps rendit la justice, mais fut nommé plus tard, Commandant de l'armée à la place de Mégabyze (5).

CONCLUSION. — C'est pendant la période des Archéménides, que le roi avait compétence absolue pour rendre la justice ; c'est lui qui saisissait le Conseil de certains procès. Mais les jugements rendus par ce Conseil n'étaient pas définitifs, ni exécutoires tant qu'ils n'étaient pas approuvés par le roi. Un exemple de jugements rendus par le Conseil des sept sages sous l'ordre du roi Assuérus (Xerxès 1^{er}) le prouve clairement (6).

Concernant le droit criminel, nous devons nous contenter de ce que raconte Hérodote : « la loi « ne permet à personne, ni même au roi, de faire « mourir un homme pour un seul crime, ni à au-

(3) Esther, tr. Moor, p. 13 (Hist. du droit persan, p. 58).

(4) Hérodote, v. 24 ; III, 34.

(5) Hérodote, v. 25 et 26.

(6) Le livre d'Esther, p. -13.

« cun Perse de punir un de ses esclaves, d'une manière trop atroce, pour une seule faute » (7).

§ 2. — Les Seleucides (330-247 avant J.C.)
et les Parthes (247 av. J.C.- 224 après J.C.)

Alexandre vainquit Darius III, le roi de Perse. La conquête de l'Orient ruina l'Empire perse (331 av. J.C.), mais il imita la vie et les méthodes du gouvernement des rois des Archéménides. Il adoptait si totalement les lois et les mœurs des Iraniens, qu'un des auteurs musulman disait que le fils de Philippe était en vérité du sang des rois Perses (8).

Darmesteter disait aussi « Alexandre a persisé Grèce, il n'a pas hellénisé la Perse (9) ». Le Comte de Gobineau a la même opinion, il a écrit dans son ouvrage « il (Alexandre) n'helenisa pas l'Asie, tout au rebours il acheva d'asiatiquer la Grèce et prépara l'immersion de l'occident romain dans les mêmes eaux » (10).

Après la mort d'Alexandre l'empire de Perse se partagea entre ses successeurs, les Seleucides ; ils luttaient souvent entre eux et chacun régnait sur

(7) Hérodote, I, p. 137.

(8) Tabari, part. I. Chap. III, p. 512.

(9) Darmesteter, Coup d'œil sur l'Orient, p. 23.

(10) Comte de Gobineau. Histoire des perses. T. II, p. 358.

une partie du pays. Voici ce qu'en dit Tabari, l'auteur musulman : « Sache qu'après Alexandre, le
« royaume des Perses en deçà du Tigre, depuis la
« frontière de l'Iran jusqu'aux bords de l'Oxus, res-
« ta entre les mains des rois de provinces, jusqu'à
« ce que cinq cents ans après, Ardeschir Bebehan
« les subjuguants tous prit l'empire du Tigre jus-
qu'à l'Oxus » (11).

De ce que les auteurs européens et musulmans racontaient nous pouvons conclure qu'Alexandre et ses successeurs ont conservé les lois et les coutumes des Archéménides, et suivaient la même voie que leurs prédécesseurs par la raison que la justice était rendue par le roi, ou par ses délégués dans les provinces ; il était maître absolu du pays.

Pendant la période des Parthes, (247 av. J.C. 224 après J.C.), on ignore tout du droit privé et toutes les institutions du droit public sont inconnues. Comme nous l'avons dit ci-dessus, il est très probable que la législation de la famille et des biens chez les Parthes fut semblable à celle des Perses, surtout si l'on prouvait qu'ils pratiquaient le mazdéisme et connaissaient le Zend Avesta.

(11) Tabari, partie I, chapitre 114, p. 525.

SECTION III. — *Les Sassanides* : 224-651 après J.C.

Pour bien comprendre le caractère de l'organisation judiciaire pendant le règne des Sassanides, qui dura à peu près neuf siècles, il faut d'abord parler de l'état du droit persan pendant cette période.

Le droit persan avait un caractère tout à fait religieux parce que le Mazdéisme était la religion de la majorité des Persans, en même temps que la religion officielle de l'Etat.

Il en résulte que le droit sassanide est essentiellement un droit religieux basé sur les saintes écritures du mazdéisme, que les prêtres étaient chargés d'interpréter et de faire respecter avec le concours des ras.

Les Chrétiens et les Juifs étaient libres au point de vue du droit civil et privé, ils n'étaient pas obligés de suivre les mêmes règles que leurs compatriotes adoreurs de Mazdéisme.

Les Chrétiens ainsi que les Juifs étaient régis par leur droit canonique, basé sur les Saintes Ecritures, commentées et complétées par leurs prêtres qui, en outre, avaient la charge de juger les procès de leurs fidèles (12).

(12) J. Labourt, le christianisme dans l'Empire Perse sous la dynastie Sassanide, p. 175, 343.

Au point de vue du droit public, tous les habitants de Perse, étaient soumis à la même loi et à la même administration, parce que, en général l'Avesta ne s'occupait pas de déterminer le mode d'organisation administrative, militaire et fiscale de l'Etat. L'absence des règles concernant les organisations et l'insuffisance des règles de droit criminel, contenues dans l'Avesta, laissaient une grande latitude aux rois qui pouvaient profiter et réglementer à leur gré les matières qui intéressaient le droit public.

Dans chaque pays, où la religion et l'Etat sont unis, c'est une conséquence normale, que le point de vue du droit public qui intéresse directement l'existence du gouvernement, ne suive pas la religion. En effet, les règles religieuses et les principes moraux sont immuables, et sont révélés par Dieu pour toujours, tandis que les règles concernant l'organisation de l'Etat doivent s'adapter constamment aux besoins et aux circonstances très variables de la vie des nations.

Le résultat de l'union de l'Etat avec la religion et le fait que le Mazdéisme était la religion de la très grande majorité des habitants de la Perse, c'est l'unification et l'ordre dans l'organisation judiciaire. Avant l'événement des sassanides, la Perse ne jouissait pas de l'unité des lois et de l'organisation ; les rois, surtout ceux des Archéménides,

étaient obligés de respecter l'autonomie des tribus et des provinces. La diversité des cultes et des lois dans chaque province comme celle des tribus empêchait l'institution d'un système juridique uniforme.

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

Les rois Sassanides comme leurs prédécesseurs, les rois Archéménides et Arsacides (les Parthes) avaient compétence pour juger les affaires soit par eux-mêmes, soit par leurs délégués. En effet, faire régner la justice dans tout le pays était un des premiers devoirs des rois. Les délégués des rois étaient ou les juges laïques ou les prêtres. Le droit sassanide étant un droit religieux c'étaient les prêtres qui avaient le plus grand rôle, dans la solution des litiges, surtout sur les droits civils et les affaires religieuses ; nous parlerons successivement de ces juges.

1^o *Le roi.* — Le roi pouvait personnellement juger les litiges qui s'élevaient entre ses sujets et punir les criminels. Il avait le pouvoir absolu sur ses sujets et leurs biens ; c'est la conséquence la plus normale de son omnipotence.

La compétence judiciaire des rois était théoriquement illimitée, ils pouvaient juger les affaires

civiles, criminelles et militaires. En pratique, ils exerçaient rarement leur pouvoir, enfin le recours au Roi n'était pas la voie normale de la justice.

De temps en temps, surtout pendant les fêtes de Nowrouz et de Mihragân, les rois donnaient des audiences publiques. Il était permis à tout le monde de se présenter à la cour et de demander justice. D'autre part, ils se portaient eux-mêmes devant les justiciables en voyageant dans leur royaume et en se présentant sur les places publiques. Tabari raconte que Khosrow Parwiz avait construit près de son palais, deux pavillons qu'il appelait « les pavillons de la justice » et dans lesquels il siégeait un jour par mois pour rendre la justice, l'accès de ces pavillons était ouvert à tous les solliciteurs » (13).

On dit qu'on pouvait se plaindre au Roi lui-même : dans ce cas, il descendrait du trône et remettait la plainte au grand mobed à qui il demandait de juger l'affaire impartialement (14).

2° *Les Juges ecclésiastiques.* — Nous avons expliqué plus haut que le mazdéisme était le culte officiel de l'Etat. Il en résulte que les prêtres jouaient un très grand rôle et jouissaient d'une influence prépondérante dans les affaires publiques. Les Rois les consultent et demandent leur avis dans les ques-

(13) Tabari, partie II, chapitre 59, p. 341.

(14) Christensen : l'Empire sassanide, p. 74.

tions importantes concernant les affaires du pays. Ils exerçaient des fonctions judiciaires surtout dans le domaine du droit privé, car les lois civiles étaient des lois religieuses.

Rien n'était légitime et juste chez les persans, qui ne soit affirmé par un mag (un prêtre) (15).

Mais tous les prêtres ne pouvaient pas être juges. Ceux que leur science et leur instruction juridique désignaient spécialement étaient nommés comme juges. Un passage de lettre de Tansar confirme ce point. Ce grand prêtre écrit : « Sache que, « d'après la religion, les hommes sont divisés en « quatre classes. Ces classes sont connues sous le « nom des quatre membres. La tête c'est le Roi « (Pâdischâh). Le premier membre est le clergé « qui, lui-même, se divise à son tour en plusieurs « catégories, juges, prêtres, surveillants et instruc- « teurs.

« Le deuxième, comprend les gens de guerre « qui sont eux-mêmes divisés en deux classes ; les « cavaliers et les fantassins.

« Le troisième membre comprend les scribes « divisés eux-mêmes en écrivains, comptables, ré- « dacteurs de jugement, de diplômes, de contrats « biographes. Les médecins, les poètes et les astro- « logues entrent aussi dans cette série).

(15) Christensen, ouvrage précité, p. 64.

« Le quatrième membre, ce sont les gens de service (les marchands, les cultivateurs, etc...).
« Cette répartition des hommes en quatre classes est
« pour le monde une garantie durable de bon
« ordre » (16).

Les juges prêtres s'appelaient (Dabâtars), le recours à ces juges était la voie normale du recours à la justice. On peut dire que les tribunaux ecclésiastiques étaient les tribunaux de droit commun. Rappelons que les rois intervenaient pour la nomination des prêtres et surtout qu'ils nommaient leurs chefs.

Malheureusement, les documents nous manquent en ce qui concerne la composition des tribunaux ecclésiastiques, et nous savons très peu de choses sur leur constitution. Comme nous l'avons dit plus haut, les prêtres juges devaient être spécialement nommés en vue des fonctions judiciaires.

Selon ce qui est raconté dans l'histoire du droit persan d'Avesta et d'Ibide, et que nous citons ci-dessous, le tribunal pouvait être composé de plusieurs juges. « D'après le Dinkard, il paraît même
« nécessaire que pour être entièrement efficace,
« tout jugement doit émaner d'un collège de deux
« juges.

(16) La lettre de Tansar, p. 517 et s.

« Darmesteter interprétait dans le même sens
« le Targard v. 25 du vendidat et écrivait (la jus-
« tice était divisée entre deux prêtres) seulement le
« savant pahlavisant admet une division du travail
« entre ces deux magistrats, (l'un, écrit-il, est le
« Ratu, il donne la règle pour chaque cas : c'était
« l'interprète de la loi. L'autre, le Sraoshâvare, est
« dans le sacrifice, le prêtre qui surveille le sacrifice
« et maintient l'ordre, et applique la peine pres-
« crite par le Ratu » (17).

Selon ces deux passages, il paraît que sous l'empire des Sassanides, le système de collégialité était en vigueur et les jugements étaient rendus par un collège de juges. Mais nous croyons que, même en ce temps, le système du juge unique s'appliquait en Perse. Nous pouvons trouver et invoquer des arguments en faveur de notre thèse. Nous savons que rendre la justice était une fonction essentielle et même un devoir des rois, et s'ils jugeaient une affaire, ils la jugeaient seuls. Dans un autre passage raconté par Dinkard dans l'histoire du droit persan, il est écrit « mais il n'était pas nécessaire de re-
« courir aux témoins et de rappeler les lois quand
« le juge était Mobedan Mobedh (chef des prêtres)

(17) Ibid. p. 95. Avestâ, tr. Darmesteter, T. 2, intr. p. 22 et 24 (Hist. du droit Persan, p. 231).

« ou un prêtre rompu aux lois de la religion » (18). Ce passage qui est cité à propos du mode de la preuve, prouve nettement que les jugements étaient rendus par un seul juge pendant la période des Sassanides, le passage reproduit ci-dessus selon lequel le tribunal pouvait être composé de plusieurs juges, n'établit pas que les deux juges « Ratu » et « Sraos-hâvare » , qui composaient le tribunal délibéraient ensemble et participaient à rendre le jugement. Car dans le même passage, il est écrit que le Ratu donnait la règle pour chaque cas et que l'autre juge surveillait le sacrifice et appliquait la peine prononcée par le Ratu, ainsi voyons-nous que c'était un seul prêtre qui rendait le jugement et que l'autre n'était en réalité que l'exécuteur de ses sentences.

3° *Les juges civils.* — Sous l'empire sassanide, il y avait des affaires qui échappaient à la compétence des juges ecclésiastiques, comme les procès politiques et militaires. En général, ils ne s'occupaient que des affaires civiles ou religieuses. L'existence parallèle des deux sortes de tribunaux destinés, les uns aux affaires civiles et les autres aux affaires politiques et militaires et même criminelles, est comme le résultat naturel de la vie juridique des peuples chez qui l'Etat ne fait qu'un avec la religion

(18) Hist. du droit persan, p. 233 (Dinkard, t. XV, p. 63).

et où le droit est religieux. Nous en verrons l'exemple du droit musulman et du droit, sous l'Ancien Régime, plus tard.

L'exemple de la condamnation d'un prêtre chrétien appelé Maraba, accusé d'avoir converti les mazdéens à sa religion prouve l'existence de tribunaux laïcs.

Voici l'histoire de ce procès que Labourt raconte dans son ouvrage intitulé : « Le Christianisme dans l'empire de Perse ». ... « Maraba fut « sommé de comparaître devant le conseil des Magistes du Beit Aramaye, le mobed suprême, Dadhormuzd, présidait l'assemblée, deux hauts person- nages, le Shahrdawar Adurpach et le Rad de « Perse accusèrent l'évêque, après un simulacre « d'interrogatoire, Dadhormuzd se présenta devant « le roi et en obtint la permission de livrer Maraba « au « Pasaniqa Rusphan », c'est-à-dire au Directeur des prisons » (19).

Le Shahrdawar qui signifie littéralement le juge de la ville et le Rad de Perse, qui signifie le juge de l'Iran étaient deux fonctionnaires civils chargés des affaires judiciaires, mais, faute de documents, on ne peut pas indiquer quelles étaient leurs fonctions. Toutefois, il semble que ces deux

(19) Labourt : Le Christianisme dans l'Empire Perse, p. 181.

fonctionnaires jouaient le rôle du Ministère public dans le procès de Moraba.

Dans un autre ouvrage, il est écrit que pour les militaires, il existait un juge spécial appelé Spah Dadwar qui signifie juge de l'armée (20).

(20) Christensen, l'Empire des Sassanides, p. 69.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION JUDICIAIRE EN PERSE DE LA DOMINATION DE L'ISLAM A L'ÉTABLISSEMENT DU RÉGIME CONSTITUTIONNEL (651-1306)

SECTION I. — *Les sources du droit musulman*

Pour mieux comprendre l'organisation juridique en Iran dès l'invasion arabe et la conversion des Iraniens en islam, il faut d'abord citer les sources du Droit musulman.

Il y en a quatre : le Coran, Sonnat ou tradition, Idjma, Ghias ou raison humaine selon le rite Sunnite ou le rite Chyite. Les deux premières sont des sources principales et les deux dernières dérivent des premières et on peut les considérer comme sources secondaires. Nous allons étudier sommairement chacune de ces sources selon leur valeur respective.

1° *Le Coran*. — D'après la doctrine islamique, le Coran est d'origine divine ; il renferme toutes les

paroles de Dieu qui ont été révélées à Mahomet par l'intermédiaire d'un ange qui s'appelle Gabriel.

Son contenu consiste en des principes juridiques et des préceptes moraux, des promesses de récompenses pour les croyants et des menaces pour les infidèles et les mécréants. Il contient aussi le dogme de l'unité de Dieu, de la vie future, et les lois concernant la vie humaine, etc...

Le Coran comprend cent quatorze chapitres, appelés « Sûrat ». Chaque chapitre se compose d'un certain nombre de versets : ayât (1).

2° *Le Sunnat* ou la Conduite de Prophète c'est la seconde source du droit musulman. Ce sont les paroles et les actes du Prophète ou d'autres personnes qu'il approuvait expressément ou tacitement. Le texte du Coran était interprété par le Prophète lui-même. Après sa mort, pour résoudre les questions et les cas qui n'étaient pas prévus par le Coran, les musulmans avaient recours à la conduite de leur législateur. Pour connaître cette conduite, on s'adressait aux compagnons du Prophète qui étaient des gens de confiance et notoires. Ces compagnons racontaient ce qu'ils avaient vu et entendu. Ces paroles transmises par les compagnons et leurs disciples s'appellent « Hadïth » ou Tradition. Elles

(1) Voir pour le détail, Essai sur le droit public musulman du docteur A. Chayégan, Paris 1934.

ont été rapportées et interprétées par trois générations successives.

Il existe une divergence entre la secte Sunnite et la secte Chyite (2), concernant le « sonnat ». La secte sunnite limite le Sonnat seulement aux paroles et aux actes du Prophète et les quatre Califes (3) ne peuvent pas participer au « Sonnat ». Tandis que d'après la secte Chyite le Sonnat ne prend pas fin à la mort du Prophète, mais continue jusqu'à son douzième successeur (4).

Les adeptes de cette secte ne prétendent pas que tous les douze successeurs du Prophète qui s'appellent Imam (guide) aient eu la Révélation comme lui; mais on admet que ces personnes ont reçu une inspiration divine. De cette manière, chez les Chyites,

(2) Les Musulmans se divisent en deux sectes importantes : la secte Sunnite et la secte Chyite. La secte Sunnite se divise encore en quatre rites :

A. — Hanefite, son fondateur est Abu Hanifé qui vécut de 80 à 150 de l'ère musulman (767 à 819 après J.C.).

B. — Malékite. Malek, 91 à 179 de l'Hégire (709 à 795 après J.C.), est le chef et fondateur de ce rite.

C. — Chafeite qui a comme chef et fondateur Chaféï, 150 à 204 de l'Hégire (767 à 819 après J.C.).

D. — Henbelite. Son chef est Henbel, né en 164, mort en 241 (780 à 855 après J.C.).

(3) Les quatre Califes après Mahomet sont : Aba Bakre, Omar, Osman et Ali.

(4) Les Chyites connaissent Ali comme successeur immédiat du Prophète qui était son cousin germain et en même temps son gendre et ses onze descendants, ils n'admettent pas les trois premiers Califes et ils les considèrent comme des usurpateurs.

cette source du droit est plus développée que chez les Sunnites.

3° *Idjma*. — C'est l'opinion unanime des juriconsultes musulmans. Cette opinion unanime a force de la loi, et s'appelle en arabe *Idjma*, mais, bien entendu, il faut que cette opinion ne soit pas contraire au Coran et au *Sonnat*.

Dans ces trois sources du droit, tous les musulmans sont à peu près d'accord. Certaines nuances existent toutefois entre les adeptes de chaque secte.

La divergence apparaît notamment entre les Sunnites et les Chyites au sujet de la quatrième source.

Chez les Sunnites « *Ghias* » ou analogie légale constitue la quatrième source. Tandis que les Chyites n'acceptent pas cette source et même disent qu'il n'y a pas l'analogie dans l'islam. Au contraire, ils prennent la raison humaine comme la quatrième source du droit musulman.

Nous allons voir chacune de ces idées d'une façon sommaire (5).

4° *Ghias* (analogie légale). C'est appliquer la raison, le motif déterminant, qui a fait adopter telle

(5) Voir pour le détail des divergences entre les Sunnites et les Chyites l'ouvrage du Docteur Maosadeghe intitulé « Le testament en droit musulman ».

solution par le droit, pour résoudre un autre problème, dont le droit ne s'est pas occupé jusque-là. Par exemple, l'usage du vin est prohibé par le Coran : les jurisconsultes ont déclaré défendu l'usage des autres boissons alcooliques par l'analogie à la prohibition de l'usage du vin. Car la raison de la prohibition du vin est l'ivresse qui est également provoquée par les autres boissons alcooliques.

La raison humaine (Aghle). Mais, comme nous l'avons dit, les Chyites n'ont pas admis l'analogie légale comme une source du droit. Ils la remplaçaient par la raison humaine. La secte sunnite déclare que la raison humaine suffit à nous faire connaître l'existence de Dieu et de son Prophète, mais qu'elle ne va pas plus loin. Car, celui qui connaît Dieu et son prophète, n'a plus besoin de sa raison pour le diriger. Tandis que la secte Chyite ne limite pas la raison humaine seulement à la connaissance de Dieu et de son prophète, elle en fait une source du Droit (6). Cette discussion n'entre pas dans notre sujet. Elle mérite une étude approfondie et particulière.

L'éminent juriste iranien M. Mossadegh, dans son ouvrage intitulé « Le testament en droit musulman », divise l'évolution du droit Chyite en deux époques :

(6) Voir pour le détail : l'ouvrage précité pages 36 jusqu'à 50.

1° *L'époque de la révélation et de l'inspiration* : Elle commence à l'avènement du Prophète et se termine par l'absence de son douzième successeur (611-938).

La caractéristique de cette période c'est que le droit Chyite se forme tout à fait selon la révélation ou l'inspiration divine, c'est-à-dire selon les traditions orales émanant du Prophète ou de chacun des douze Imans (ses successeurs spirituels et temporels).

2° *L'époque formaliste* : Elle commence avec la disparition du douzième Imam (938) et se termine à l'établissement du régime constitutionnel en Iran 1906.

Dans cette période, le droit resta stationnaire et stagnant. On doit recourir à l'opinion unanime pour élaborer des lois, ce qui est très difficile. En effet, dans cette période, on n'a fait aucune loi en droit musulman (7).

SECTION II. — *Les organisations judiciaires*

Au début de l'Islam, c'est-à-dire pendant la vie de Mahomet, c'est lui qui rend personnellement la justice. La magistrature est la fonction la plus élevée et exclusivement propre au Prophète. Après lui,

(7) Voir pour les causes de cette stagnation le testament du droit musulman, pages 64 et suivantes.

l'Islam est répandue et propagée dans les autres pays. Le Calife (le successeur du Prophète) ne pouvait pas rendre justice personnellement dans tout le territoire de l'Islam. A partir de ce moment et surtout sous le califat d'Omar, on avait recours au système de la délégation.

En effet, dans la communauté musulmane, la justice doit être rendue par le Calife et nul ne peut exercer cette fonction que par son autorisation ou délégation. Dans la secte Chyite, la profession de juge était exclusivement réservée au Prophète, c'est lui qui jugeait personnellement les litiges entre fidèles. Après lui, la magistrature formait une attribution propre à l'Imam (guide), c'est-à-dire à Ali et ses onze descendants qui, d'après les Chyites, sont les successeurs du Prophète. Personne ne peut être juge que par autorisation ou délégation de l'Imam. Le premier Calife chez les Chyites, c'est-à-dire Ali, confiait le pouvoir judiciaire, parfois aux gouverneurs des provinces et parfois il désignait des juges spéciaux pour rendre la justice.

Cette délégation était de deux sortes : la délégation individuelle et la délégation générale.

La délégation individuelle ou « Nashé Khasse ».
— Lorsque l'Imam nommait un magistrat pour certain ressort limité. La délégation générale ou « Nashé Am » quand l'Imam ne désignait pas une personne spéciale pour juger les affaires, mais

quand il autorisait à exercer la profession de juge, quiconque remplissait certaines conditions. Il y a des traditions selon lesquelles l'Imam autorise les Modjtehedes (jurisconsultes érudits dans les sciences islamiques et de haute moralité) à exercer la profession de juges. Parmi ces traditions nous en citons une, attribuée à l'Imam Djafare Sadeghe, sixième Imam et en vérité fondateur du droit islamique Chyite, et voici l'ordonnance : « Cherchez parmi vous un homme qui connaisse les lois, qui se conforme à ce que nous avons déclaré licite ou illcite : donnez-lui le rôle d'arbitre. Un tel homme est désigné par moi comme juge ; s'il juge d'après notre loi, sa sentence s'impose. Quiconque s'y soustrait méprise l'ordre de Dieu » (8). D'après cette tradition ce sont seulement les Modjteheds (les jurisconsultes) qui peuvent rendre la justice en Iran, car ce sont eux qui remplissent les conditions nécessaires énumérées dans la tradition.

Comme nous l'avons dit, après la propagation de l'Islam, les Califes envoyaient les juges pour rendre justice en leur nom dans les provinces et les pays conquis.

Pendant deux siècles où l'Iran était sous la domination directe des Arabes, on envoyait des gou-

(8) Suppression des capitulations en Persé, par le Docteur Matine Daftari, p. 104.

verneurs et parfois ces gouverneurs étaient autorisés à rendre la justice, c'est-à-dire qu'ils exerçaient le pouvoir administratif et judiciaire.

Après la décadence des Abassides (9), la communauté islamique commence à se désagréger ; la Perse réussit à secouer le joug arabe, région par région. Des dynasties, plus ou moins indépendantes, furent créées dans ce pays comme celles des Tahirides en Khorossan (194 Hégire = 810 ère chrétienne), des Saffarides en Sistan (10) (252 = 867), des Samanides en Transaxian.

A partir de ce moment, la situation de la magistrature devient de plus en plus compliquée. D'une part, l'autorité des Califes n'était que nominative, d'autre part, les magistrats musulmans considéraient les monarques comme des usurpateurs et ne voulaient rien connaître des hiérarchies ni se soumettre à une autorité suprême. Cependant, les Saffavides (11), qui étaient les régénérateurs de l'unité politique de la Perse, réussirent à organiser et à hiérarchiser la magistrature dans une certaine mesure. Ils ont constitué un corps judiciaire ecclésiastique dans chaque grande ville sous la présidence d'un

(9) Dynastie de 37 Califes fondée par Aboul-Abas qui détrôna les Omeyyades en 750. Les Abassides régnèrent de 762 à 1258 de l'ère chrétienne.

(10) Sistan et Khorossan sont deux provinces de l'Iran.

(11) Dynastie persane qui régna du ^{xv}^e au ^{xvi}^e siècle.

magistrat appelé « Schekh-ol-Islam ». A la tête de cette hiérarchie se trouvait un chef suprême intitulé « Sadros-Sodoure » (12).

Ces deux hauts fonctionnaires étaient nommés par le Roi. Après les Safavides, Nader Shah supprima cette hiérarchie, qui ne fut jamais rétablie. Il était contre le pouvoir des ecclésiastiques, et même il a fait tuer le Sadros-Sodure qui était le chef suprême du Clergé et qui n'était pas d'accord avec les idées de Nader Shah, concernant la réforme de la religion.

SECTION III. — *Les conditions de capacité du juge*

Comme nous l'avons déjà vu, selon les lois islamiques, toute personne ne pouvait pas exercer la profession de juge. Pour être juge, il fallait remplir certaines conditions ; en outre, il fallait être nommé par le Calife chez les Sunnites, ou autorisé et délégué par l'Imam (chez les Chyites).

Voici quelles étaient ces conditions :

1. Le juge doit être du sexe masculin, avoir atteint sa majorité. D'après les lois islamiques, pour être majeur, il faut avoir quinze ans révolus. Par

(12). Voir pour le détail, La suppression des capitulations en Perse, par le Docteur Matine Daftari.

conséquent, théoriquement, à cet âge on peut être nommé juge. Mais, en pratique, les juges étaient choisis toujours parmi les hommes d'un certain âge, et, en général, on ne choisissait pas les jeunes gens pour exercer cette profession.

Les femmes étaient exclues, elles ne pouvaient pas être juges. La raison de cette exclusion d'après Al-Maverdi est que Dieu a dit dans le Coran : « Les hommes sont supérieurs aux femmes à raison de ce qu'il a donné de plus à ceux-là qu'à celles-ci » (13) (Coran IV, 38).

Enfin, les lois islamiques ne voulaient pas que les hommes soient jugés par les femmes. Du reste, selon la majorité des législations actuelles des pays les plus civilisés, les femmes ne peuvent pas être nommées juges.

2. Il doit être libre ; par cette condition on exclut les esclaves.

3. Il doit être musulman, condition qui exclut les infidèles. Dieu a dit : « Dieu ne donnera pas aux infidèles d'avantages sur les croyants » (Coran IV, 140) (14).

4. Il doit être sain d'esprit et de corps. Sain d'esprit, c'est-à-dire avoir discernement sain pour résoudre les difficultés et être étranger à la distrac-

(13) Essai sur l'histoire du droit public musulman, p. 99.

(14) Ouvrage précité, p. 108.

tion et la négligence. Sain de corps, c'est-à-dire être sain de la vue et de l'ouïe. Il ne s'agit pas de l'intégrité des membres, condition qui excluait les aveugles et les sourds.

5. Il doit être honorable, c'est-à-dire insoupçonnable, loyal, s'abstenant de tout acte illicite.

6. Il doit bien connaître les sciences islamiques qui sont indispensables pour juger, les sciences comme nous l'avons dit dans la section première sous le titre de Sources du droit musulman.

SECTION IV. — *Nomination et révocation de juge*

C'est le Calife ou l'Imam qui nommait le juge.

Cette nomination n'était pas irrévocable, c'est-à-dire le Calife ou l'Imam pouvait révoquer le juge de ses fonctions ou l'envoyer d'une ville à une autre. Par conséquent, le principe de l'inamovibilité des juges ne s'appliquait pas en Islam. Cette charge n'était pas obligatoire, c'est-à-dire celui qui avait été nommé pouvait donner sa démission, de même qu'il pouvait l'accepter au début.

D'après la secte Chyite, « Quiconque réunissait les conditions voulues pour l'exercice de la magistrature refuse de l'accepter, ne peut y être contraint s'il se trouve dans le lieu une autre personne réunissant les mêmes conditions. Mais dans un lieu

quelconque, s'il ne se trouve qu'une seule personne réunissant les conditions voulues par l'exercice du pouvoir judiciaire, cette personne est, d'obligation, tenue d'accepter » (15).

Comme nous l'avons dit plus haut, l'exercice de profession de juge est spécial au Calife ou l'Imam, les juges étaient les délégués de l'un ou l'autre.

SECTION V. — *La justice sous l'ancien régime*

Pendant le règne de Nader Shah et après lui, sous la dynastie des Kadjars (16), le corps judiciaire qui avait complètement disparu fut dans un complet état d'anarchie.

Le Clergé conservait son prestige, son influence ainsi que la profession de juge. Il s'imposait comme juge, non par la nomination du gouvernement, mais par une sorte d'approbation populaire.

Rappelons qu'à cette situation s'ajoutait le régime des capitulations.

Sous la dynastie Kadjars, c'est-à-dire en 1825 pendant le règne de Fatahli-Schah (deuxième roi de cette dynastie), après une guerre entre la Perse et la Russie et la défaite de l'armée persanne, à la suite du traité Torkaman-Tchaï, la capitulation fut im-

(15) Querry, p. 388.

(16) Kadjars, dynastie qui régna en Perse de 1779 à 1925.

posée à l'Iran. Depuis ce traité qui marque une date néfaste pour l'Iran, l'anarchie judiciaire fut complète. Pendant le règne de la dynastie Kadjars, comme nous l'avons vu, les tribunaux ecclésiastiques étaient compétents pour trancher les litiges. Cependant, les rois nommaient pour chaque province un gouverneur (Hakem) qui avait un pouvoir illimité.

La magistrature laïque était exercée par ce gouverneur qui était le juge en même temps que le procureur, le receveur général des impôts et le préfet de police.

Comme aux temps anciens, en Perse il fut créé deux sortes de justices : ecclésiastique exercée par le Clergé et laïque exercée par les gouverneurs.

Nasser-eddin Schah, quatrième roi de la dynastie Kadjars, étant un roi autoritaire, fut contre l'influence des tribunaux religieux. Il a augmenté le pouvoir des magistrats laïques qui jugeaient selon les lois Orf (traditions et coutumes orales non codifiées) et étaient soumis à son influence. Il est le premier roi de Perse qui voyagea en Europe. Il a tenté de faire dans son pays des réformes judiciaires en imitant l'Occident. Mais il n'a pas réussi ou ne voulut pas réussir. Après son voyage en Europe, il ajouta à ses nombreux ministres, un ministre de la justice, il créa un « Divan Khaneh » (maison de la justice).

Mais ce ministère n'avait ni statut, ni loi, ni règlement ; le ministre était l'exécuteur des ordonnances individuelles royales, des décisions du grand ministre et les sentences des juges religieux (17).

Il a établi en 1864 des « sandughé édalet », boîtes à placets. Il en a d'abord installé une à Téhéran sur la grande place de la ville, puis en 1874, la mesure s'est étendue dans tout le pays. Elles sont placées sur les places publiques, scellées et envoyées par la poste au Schah qui les ouvre lui-même.

Mais cette mesure ne fut pas efficace et les gouverneurs chargèrent des fonctionnaires spéciaux de se tenir devant chaque boîte pour empêcher les plaideurs d'y jeter leurs lettres (18).

Au retour de son deuxième voyage en 1875, le Schah Nasserdin a tenté de nouveau d'organiser la justice selon le mode occidental, mais on dit que ses ministres l'en empêchèrent.

En 1888, il promulgua un Firman (ordonnance royale) qui doit être considéré comme la première charte de justice en Iran, et dont nous citons la traduction : « Du moment que Dieu le Tout-Puissant a doué notre nature bénie des attributs de justice et de bénignité, et nous a fait le porte-parole de ses

(17) Voir pour le détail, La suppression des capitulations en Perse.

(18) L'essai sur la constitution persane, par B. de Surany, p. 49.

ordonnances et pouvoirs, et a confié spécialement à notre toute suffisante garde la vie et les biens des sujets de l'Empire divinement gardé, de l'Iran, en reconnaissance de ce grand don, nous considérons comme nous incombant, et dans l'accomplissement des devoirs qu'il nous impose, de ne rien oublier afin d'assurer au peuple de l'Empire, la jouissance de ses droits et la préservation de sa vie et de ses biens, l'empêcher d'être molesté par les oppresseurs et de n'épargner aucun effort afin que le peuple, en sécurité dans sa personne et ses propriétés, s'emploie en parfaite tranquillité aux affaires ayant pour but la propagation de la civilisation et de la stabilité publique.

« C'est pourquoi, à titre d'information et pour rassurer à nouveau tous les sujets de l'Empire en général, nous proclamons que tous nos sujets sont libres et indépendants en ce qui concerne leur personne et leurs biens ; c'est notre volonté et plaisir qu'ils emploient, sans crainte ni doute, leurs capitaux de la manière qui leur plaira ; il pourront les engager dans des entreprises, telle que formation de sociétés pour la construction de fabrique et de route, ou tout autre moyen assurant le progrès de la civilisation et de la paix ; c'est à nous-mêmes qu'incombera le soin de veiller au respect de toutes ces prescriptions. Personne n'a le droit ou le pouvoir de se mêler ou de mettre la main sur la pro-

priété des sujets persans, ni de les molester dans leur personne ou dans leurs biens, ni de punir les sujets persans, si ce n'est pour exécuter les décrets de la loi civile et religieuse » (19).

En outre, il ordonna en 1889 la traduction du code napoléonien et des lois en vigueur dans les colonies musulmanes de l'Angleterre et de la France (20).

Pendant le règne de Nasser-din Schah qui dura un demi-siècle, le pays resta stationnaire. Il pouvait faire beaucoup de choses pour sa patrie, il pouvait doter l'Iran des progrès et de certaines réformes administratives et judiciaires, mais, hélas, il était entouré d'une cour très religieuse et intrigante, il ne voulait rien entreprendre pour la Perse et même il était contre ceux qui tentaient de réformer les organisations, et d'introduire des institutions modernes.

Il a fait tuer son premier ministre, Mirza Taghi Khan Amir Kabir, le grand homme d'Etat, très patriote et fondateur de l'école polytechnique à Téhéran. En effet, à la fin du règne de ce souverain, un mouvement libéral commença dans le pays. Ce roi fut assassiné par Mirza Reza Kermani, un des adeptes

(19) Ce firman est traduit de l'anglais par M. Matine Daftari d'après le livre de Lord Curzan.

(20) La formation et les effets des contrats entre le droit iranien et le droit français, p. 12.

tes de Seyed-Djameleddine-Afghani, chef le plus ardent et courageux des libéraux.

Ce régime judiciaire subsista sous le règne de son successeur, Mozaffared-Ed-Dine Schah, roi malade, faible et dépensier. En 1906, vers la fin de sa vie, ce roi, à la suite du développement que prenait le mouvement libéral, fut forcé de signer la charte constitutionnelle.

Cette date doit être considérée très importante, car c'est à partir de cette date que l'Iran eut un régime constitutionnel et que le mouvement législatif commença dans ce pays.

De ce que nous avons vu dans le deuxième chapitre, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

1. Après la conquête de l'Iran par les Arabes et la conversion des Iraniens à l'Islam, la justice fut exercée par les prêtres musulmans (les Modjete-heds).

2. Le système judiciaire était le système de juge unique, c'est-à-dire qu'un seul juge départageait les parties et que son jugement était sans recours.

3. La justice était gratuite, c'est-à-dire que le système des épices n'existait pas chez les musulmans. Les juges étaient rétribués par le trésor public, non par les plaideurs. S'ils ne recevaient au-

cun traitement du Trésor, ils vivaient avec le revenu des fondations pieuses (Vaghf) qu'ils avaient entre les mains.

4. Au début de l'Islam, la fonction de juge était exercée seulement par les juges ecclésiastiques, mais au fur et à mesure que les provinces de l'Iran retrouvaient leur indépendance, les différentes dynasties ont créé une justice laïque aux tribunaux d'Orf. Cette justice fonctionnait à côté de celle des prêtres et elle tranchait surtout les affaires intéressant l'ordre politique ou l'ordre public.

Nous allons étudier dans le chapitre suivant, les réformes judiciaires qui se sont produites en Iran, après l'établissement du régime constitutionnel.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION JUDICIAIRE APRÈS L'ÉTABLISSEMENT DES RÉGIMES CONSTITUTIONNELS EN IRAN

Ce chapitre sera divisé en deux sections :

1° Les réformes réalisées depuis l'établissement de la monarchie constitutionnelle de 1906 jusqu'au Coup d'Etat de 1921.

2° Les réformes réalisées après le Coup d'Etat jusqu'à nos jours.

SECTION I

En 1906, à la suite des émeutes et des revendications des libéraux, la charte constitutionnelle fut signée et promulguée par le roi Mozaffared-Din-Schah. Il accorda par cette charte au peuple un parlement constitué par deux Chambre : la Chambre populaire (Madjlessé-Sohorayé-Melli) ou Chambre des Députés et la Chambre du Sénat. Mais cette dernière Chambre n'a pas encore été constituée en

Iran, car l'article 47 de la loi constitutionnelle déclarait que, tant que le Sénat ne serait pas constitué, les lois seraient approuvées par la Chambre des Députés et exécutées après leur promulgation. Par cet article, la nécessité du Sénat ne se faisait pas sentir et nous croyons qu'il en sera de même dans l'avenir.

Une loi constitutionnelle comprenait cinq chapitres et cinquante et un articles fut élaborée par un comité et signée par le Schah. L'Assemblée du peuple se mit au travail le 7 octobre 1906. Voici les chapitres de cette loi :

1. La constitution de l'Assemblée (Chambre des Députés).
2. Contributions de cette Assemblée.
3. La commission des requêtes.
4. Le mode de proposition des projets de lois par les membres de l'Assemblée.
5. La constitution du Sénat.

Un supplément de la loi constitutionnelle fut voté en octobre 1907. Ce supplément comprend 107 articles et est divisé en dix chapitres (1) qui sont les suivants :

1° Dispositions générales ;

(1) M. Sadjadi, les principes du régime parlementaire et leur application en Perse.

- 2° Droit du peuple persan ;
- 3° Pouvoir de l'Etat ;
- 4° Droit des membres de l'Assemblée ;
- 5° Droit de la Couronne (ce chapitre est modifié pendant la déchéance de la dynastie Kajars (1925).
- 6° Pouvoirs des ministres ;
- 7° Pouvoirs des tribanauX ;
- 8° Conseils municipaux et départementaux ;
- 9° Finances ;
- 10° L'Armée.

C'est ce supplément de la loi constitutionnelle qui constitue la base de notre organisation judiciaire et ses principes généraux comme le principe de deux degrés de juridiction et le principe d'immovilité des juges, etc..., dont nous parlerons dans la deuxième partie.

Rappelons ici qu'après le vote des lois constitutionnelles, la Chambre des Députés ne put pas poursuivre son travail. Car un conflit éclata entre la Chambre et le roi Mahomed-Ali-Schah en 1907. Ce roi n'avait pas d'opinion libérale et était hostile aux pouvoirs conférés à la Chambre par les lois constitutionnelles. Après des mois de luttes sanglantes causées par la révolution, ce conflit aboutit à la déchéance de Mahomet-Ali-Schah en juillet 1909. Le jeune prince héritier Ahmed-Ali fut proclamé

Schah par les leaders révolutionnaires et on a confié la régence à Azédol-Molk.

C'est à partir de cette date, comme l'a écrit M. Sadjadi dans son ouvrage intitulé « Les principes du régime parlementaire en Perse », que les réformes administratives et judiciaires furent introduites en Perse. Nous allons examiner les réformes judiciaires jusqu'à 1921 (date du coup d'Etat).

Nous trouvons les principes et la base de notre organisation judiciaire dans le code organique voté en 1911. Une commission fut constituée à la Chambre pour élaborer le code organique. Cette commission avait comme collaborateur un magistrat français, M. A. Perny, conseiller auprès du Ministère de la Justice, et était guidé par le regretté et éminent homme d'Etat Mochiro-D-Douleh, ministre de la Justice à cette date. Le travail de cette commission donna naissance à un code organique de la justice comprenant 311 articles. La Chambre autorisa le gouvernement à mettre provisoirement en exécution le code voté par la commission.

Ce code se divise en deux parties : la première comprend quatre chapitres.

Les articles du premier chapitre visent :

1° Les tribunaux du droit commun divisés en deux degrés : les tribunaux de première instance et

cours d'appels. Pour éviter l'encombrement des affaires aux tribunaux de première instance, les justices de paix sont organisées.

2° Les tribunaux spéciaux ou d'exceptions comme les tribunaux de commerce et les tribunaux militaires.

3° La cour de cassation et son organisation.

4° La distribution des affaires entre les Chambres et les attributions du présidents et des membres, etc.,.

Le chapitre II concerne le ministère public et la constitution des parquets ainsi que les attributions du ministère public dans les affaires civiles et criminelles.

Le troisième chapitre traite des conditions de nomination des juges et de leur révocation ainsi que de leur attribution et leurs responsabilités.

Enfin, le IV° chapitre comprend les auxiliaires de la justice comme les avocats et les huissiers.

La deuxième partie du code organique dispose des tribunaux religieux et de leurs règlements.

Nous reviendrons sur chacun de ces chapitres un peu plus loin, et nous parlerons en détail du contenu du code organique et de son évolution.

Un code de procédure civile comprenant 812 articles fut aussi élaboré et voté par la commission

dans la même année qui vit le vote du code organique, c'est-à-dire en Ramazan et Zekadeh 1329 de l'hégire (1911).

En 1912, le code d'instruction criminelle fut voté et mis en vigueur ; ce code contient 506 articles.

En 1917, un code pénal laïque fut promulgué par décret-loi.

Rappelons ici que l'école de droit fut créée en 1919 sous la direction de M. Perny, conseiller du Ministère de la Justice, avec des professeurs français.

Ce sont les principaux travaux effectués depuis la révolution jusqu'au coup d'Etat de 1921 au point de vue des organisations judiciaires en Iran.

La caractéristique de cette période qu'il faut souligner, c'est l'influence du Clergé (Uléma) dans toutes les administrations, surtout dans les organisations judiciaires.

L'article II du Supplément de la loi constitutionnelle prévoit que nulle loi ne doit s'opposer aux lois islamiques. Le même article dit qu'un corps de jurisconsultes formé de hauts personnages du Clergé doit faire partie du Parlement, pour contrôler si les lois élaborées concordaient avec les lois islamiques. Ce corps de jurisconsultes que M. Matine Daftary appelait dans son ouvrage « les censeurs cléri-

caux » (2) fut constitué lors de la deuxième législative du Parlement, et était composé de cinq Modjtaheds (grand jurisconsulte musulman).

L'article 153 du code organique dispose que la nomination des procureurs auprès les tribunaux de première instance et les cours d'appel par le ministre de la Justice doit être approuvée par le Modjtahed. La compétence des tribunaux religieux suivant le code organique était très élargie surtout pour les affaires civiles et les affaires concernant le mariage et le divorce. Même dans les tribunaux de première instance, selon l'article 37 du code organique, un de ses membres au moins doit être du rang d'Uléma, c'est-à-dire un homme ayant une connaissance approfondie des loies islamiques.

Le résultat de cette influence cléricale était néfaste pour l'Iran, par ce que le Clergé s'opposait à toutes les réformes modernes, surtout dans le domaine juridique. Les tribunaux religieux ne furent pas constitués, car la nomination de ses juges était du ressort du ministre de la Justice ; en outre, ces tribunaux devaient être soumis aux règlements du ministère de la Justice et le Clergé ne voulait pas être soumis à un pouvoir laïque. Selon le code de procédure civile, les parties pouvaient choisir un Modjtahed pour trancher leur litige, et c'était ainsi

(2) La suppression des capitulations en Perse, p. 117.

que les affaires dont la compétence était réservée aux tribunaux religieux étaient jugées par ceux-ci, sans que le ministre de la Justice ait à intervenir dans leur nomination. En réalité, ces Modjtaheds étaient une sorte d'arbitre choisi par les parties.

A ce moment, le bon fonctionnement de la justice souffrait du manque d'un code civil. Les lois civiles, qui avaient pour base les lois islamiques, n'étaient pas codifiées. Les lois et les conceptions islamiques étaient inscrites et interprétées par les jurisconsultes Chyites dans les ouvrages appelés Fegh.

Mais, d'abord, ces ouvrages manquaient de la précision et de la clarté nécessaires à la solution des problèmes juridiques. En outre, l'opinion des jurisconsultes n'était pas unanime sur toutes les questions.

D'autre part, les lois Chyites étant faites à une époque ancienne où la vie économique et moderne n'avait pas fait son progrès actuel, il n'existait aucune réglementation pour résoudre les problèmes juridiques nouveaux. Ainsi, les tribunaux ne possédaient aucun recueil de lois, ni de jurisprudence ; les juges, surtout dans les questions qui n'avaient pas réuni l'unanimité, hésitaient à se rallier à telle ou telle opinion, ainsi que les avocats ignoraient l'opinion du juge. Cette hésitation aboutissait à l'arbitraire du juge dans ses décisions, et retardait sou-

vent la solution des litiges soumis aux tribunaux de cette nouvelle justice. Avec tous ces inconvénients une codification civile se montrait absolument nécessaire.

Cependant, en 1915, un projet de code civil préparé par l'un des magistrats les plus éminents de notre pays, M. Fatémi, président de la Chambre civile à la cour de cassation, l'a mis à l'étude d'une commission. Les membres de cette commission étaient M. Taghavi, actuellement président à la Cour de cassation, et M. Adle (3), sous-secrétaire au Ministère de la Justice à cette époque, qui a fait ses études de droit à Paris, et l'auteur du projet, M. Fatémi (4).

Malheureusement, la commission n'a pas fini son travail. Notre ami et collègue, M. Abdoh, estime que la cause de cet insuccès était d'ordre religieux. Voici ce qu'il a écrit : « En effet, les chefs religieux, ayant pris la tête des mouvements révolutionnaires, s'étaient emparés en pratique du pouvoir exercé antérieurement par le Roi ; ils ne voulaient permettre aucune réforme, de nature à amoindrir leurs privilèges ou à compromettre leurs inté-

(3) M. Adle est un des grands juristes modernes de notre pays, il est l'auteur d'un ouvrage intitulé « Commentaire du code civil ».

(4) Voir pour le détail, l'ouvrage de M. Abdoh, L'élément psychologique dans les contrats, p. 18.

rêts. Signalons en passant que ces intérêts étaient loin d'être purement moraux, le respect du droit musulman, par exemple.

« A côté des intérêts intellectuels qui ne servaient qu'à titre de prétexte, il y avait surtout des intérêts matériels qui les rendaient hostiles à toutes réformes de la législation civile. En effet, ils possédaient des terrains, des fermes, des immeubles au nom de la Mosquée, du Mausolée et de l'Ecole qui leur apportaient de très belles rentes. Ce qui les inquiétait, c'était l'idée qu'une réforme législative pourrait leur enlever cette manne terrestre qui leur procurait de si beaux revenus. Cette crainte n'était pas injustifiée, car l'avenir a montré qu'une réglementation du droit civil n'a pas été en faveur des monopoles dont les chefs religieux étaient les seuls bénéficiaires. »

Il est exact que l'influence des Ulémas était une des causes principales de l'échec de la commission. Mais, à notre avis, ce n'était pas la seule raison ; il y avait d'autres circonstances qui empêchaient toutes les réformes aboutissant au progrès du pays, telle que l'influence des puissances étrangères, surtout la Russie. Ce sont elles qui avaient établi le régime des capitulations. Ces puissances étrangères voulaient garder ce régime dont en bénéficiaient tous leurs sujets, et c'était un moyen d'augmenter de plus en plus leur influence. La fai-

blesse du pouvoir central et l'insécurité qui régnait dans tout le pays, à ce moment, était une autre cause d'échec de toutes les réformes tentées en Perse.

Il ne faut pas oublier les troubles causés par la guerre et leur répercussion dans toutes les administrations du pays.

Enfin, après la guerre en 1919, une autre commission fut constituée pour la préparation d'un Code civil commencé en 1915, mais le résultat de cette commission ne fut pas plus heureux que celui de l'ancienne.

Voilà quelle était la situation de nos administrations et surtout de notre organisation judiciaire à la veille du Coup d'Etat de 1921. Voyons, maintenant, les réformes réalisées après le Coup d'Etat.

SECTION II. — *Les réformes judiciaires* *après le Coup d'Etat de 1921*

Nous avons parlé brièvement de la situation juridique, à la veille du Coup d'Etat ; maintenant, il est nécessaire que nous passions en revue les autres administrations et la situation générale du pays avant le Coup d'Etat.

La guerre mondiale a fait souffrir le pays. Malgré que l'Iran fût neutre pendant la guerre, les for-

ces militaires des Russes, des Anglais, des Allemands et des Turcs occupaient chacune une partie de notre pays.

Les provinces fertiles étaient dévastées par cette occupation. L'épidémie et la famine régnaient dans tout le pays et décimaient surtout la population paysanne. Le gouvernement central n'avait aucun pouvoir et autorité sur les provinces.

Les Chefs des tribus constituaient chacun une grande féodalité dans leur région, comme le Cheikh de Mohammerah (Khezel) dans la province du Khuzestan, le Sardar des Baloutchs en Khorassan, le Khan de Makou en Azarbaïédjan, et les Qachquai dans la province de Fars, etc... Ils ne payaient pas leurs impôts au fisc, le Trésor était vide et ne pouvait faire face aux dépenses publiques. La gendarmerie, qui surveillait les routes et maintenait la sécurité, disparut en grande partie. La brigade des Cosaques était transformée et financée par les Anglais (5). La province de Guilan, située au bord de la mer Caspienne, était occupée par un parti révolutionnaire sous le nom de « Djangali » (les gens de la forêt). Il voulait établir une République.

Telle était la situation intérieure ; au point de vue d'extérieur, la situation était encore pire. Après la guerre, l'Angleterre, par suite de la révolution en

(5) La suppression des capitulations, p. 159.

Russie, complètement libérée de la concurrence de ce pays, trouvait le chemin libre et arrivait à conclure un traité avec le gouvernement persan en août 1919. Par cet accord anglo-persan, l'Angleterre d'abord s'engageait à respecter l'indépendance et l'intégrité de la Perse. Ensuite, elle voulait diriger et unifier notre armée ainsi que nos finances ; nous savons bien que c'est le principe classique de pénétration pacifique pour mettre un pays sous protectorat. L'Angleterre n'attendait même pas la ratification du Parlement persan.

Elle envoyait des experts pour transformer la brigade des Cosaques, la gendarmerie et les recrues qui constituaient l'armée persane en une force unique. Mais ce traité rencontra dès le début une vive résistance de la part des patriotes, et même ce fut une des causes de la Révolution de Guilan. D'autre part, la Russie avait fini sa révolution. Elle ne voulait pas laisser le chemin libre à l'Angleterre et, à son tour, elle a débarqué des troupes sur les côtes de la mer Caspienne. Elle voulait suivre la même politique que celle qui fut suivie, mais avec une autre méthode, par la Russie tzariste.

C'est à ce moment très critique et dangereux pour le pays qu'un homme patriote, un général très courageux et énergique, Reza Khan Pahlavi, fit un coup d'Etat et changea la situation.

Le 25 février 1921 (4 Esfând 1299) le général

Reza Khan, qui commandait les troupes envoyées contre les révolutionnaires de Guilan dont nous venons de parler plus haut, entra avec ses soldats dans la capitale. C'est une date que personne et surtout la jeunesse nè peut oublier.

C'est le commencement d'une ère nouvelle dans l'histoire de notre pays, d'une ère de prospérité et de progrès, d'une ère qui marque le réveil du peuple et va lui permettre avec un tel chef de rattrapper tout le temps perdu.

Au contraire sous l'ancien régime les rois ne faisaient rien pour leur peuple qu'ils gardaient dans l'ignorance et la misère.

Le général Reza Khan entra à Téhéran le 4 Esfand 1299 (1921). Il avait à ce moment le titre de Commandant en chef de toutes les troupes. Peu après, il fut nommé ministre de la Guerre dans le Cabinet de Seyed Ziaeddine. Il commença d'abord à organiser l'armée, il réussit à unifier sous son haut commandement toutes les forces militaires disparates du pays. Il établit l'ordre et la sécurité avec son armée bien organisée et il soumit tous les chefs qui constituaient chacun une féodalité dans le pays. Il mit fin à l'influence de ces chefs au profit des puissances étrangères. Celles-ci provoquaient à chaque instant ces chefs contre leur pays dans l'intention d'acquérir des avantages politiques et économiques. Il est devenu le maître absolu de la Perse. La situa-

tion économique fut redressée par une mission financière américaine qui avait comme chef le docteur A.C. Millspaugh. Cette mission était engagée pour cinq ans, elle a rétabli l'ordre dans les finances du pays et le budget qui était toujours en déficit fut équilibré.

Vers la fin de l'année 1923, l'ex-roi Soltan-Ah-mah Sehah, nomma le général Reza Khan, malgré lui, président du Conseil et voyagea en Europe pour ne plus revenir en Perse. Le 9 aban 1304 (octobre 1925) le Parlement destitua la dynastie des Kajars qui régnait depuis cent cinquante ans en Perse, et nomma le Reza Khan Pahlavi comme chef du gouvernement provisoire. L'Assemblée Constituante qui était convoquée, en même temps, conférait la couronne à Reza Schah et à ses descendants le 21 Azar 1304, et ainsi fut instituée la dynastie Pahlavi en Perse.

Nous ne pouvons pas énumérer, dans notre modeste travail, les réformes et les progrès réalisés pendant le règne de Sa Majesté Pahlavi, parce qu'il faudrait écrire un ouvrage complet pour donner la description de ces progrès, comme la construction des routes, la construction du chemin de fer, l'organisation d'une armée bien équipée et munie de tous les moyens modernes, l'établissement du service militaire obligatoire dans le pays, la construction des

usines, l'envoi des étudiants en Europe, et enfin (6) tous les autres progrès dans les domaines politiques et économiques.

Contentons-nous d'étudier les réformes judiciaires réalisées en Perse sous le régime heureux de Sa Majesté Reza Schah Pahlavi.

Nous examinons ces réformes, suivant leur date respective :

1. *Le code de commerce.* — Ce code fut voté en plusieurs séances par la Chambre, en 25 dalve 1303, 12 Farvardine et 12 Kherdad 1304 (février, avril et juin 1925).

Il contient 600 articles et comprend huit titres concernant :

- 1° Les commerçants et les actes de commerce ;
- 2° Les livres de commerce ;
- 3° Les sociétés commerciales ;
- 4° Les opérations de courtage ;
- 5° La lettre de change, le billet à ordre et le chèque ;
- 6° La faillite.
- 7° La banqueroute simple et la banqueroute frauduleuse ;
- 8° La réhabilitation.

(6) Voir pour le détail, La suppression des capitulations du docteur Matiné Daftary.

Par les dispositions de ce code, tous les commerçants sont obligés de tenir un livre journal, un grand livre, un livre des inventaires, et un livre de copies de lettres. La personnalité juridique des sociétés fut consacrée par ce code. Enfin, ce code est inspiré dans ses grandes lignes des codes européens et surtout du code de commerce français.

2. *Le code pénal.* — Après deux ans et demi de travail consacré par une commission d'experts pour élaborer et préparer un code pénal, ce code fut promulgué en 1304 (1926).

Ce code contient 289 articles et comprend 15 chapitres.

Dans les dix premiers chapitres se sont fixés les grands principes qu'on trouve dans les codes de droit pénal européens, comme la prescription en matière pénal, le non-cumul et la confusion des peines, les circonstances aggravantes ou atténuantes, le sursis, la récidive, la non-rétroactivité, etc...

La promulgation et mise en exécution du code pénal marque une importance spéciale, parce que les dispositions de ce code sont souvent contraires aux lois islamiques, et c'est pourquoi les autorités religieuses s'y étaient toujours opposées.

3. *La réorganisation de la justice en 1927. Le renouvellement des corps judiciaires.*

En Bahman 1305 (1927), le regretté et éminent

homme d'Etat, M. Dawar, était ministre de la Justice.

Cet homme avait des connaissances profondes sur les organisations judiciaires de son pays ; il était procureur impérial et il connaissait les points faibles et les inconvénients de cette justice. En outre, il avait fait ses études juridiques modernes en Europe et connaissait complètement les organisations et les réformes accomplies en Occident. Dès qu'il fut entré comme ministre de la Justice dans le Cabinet du regretté et éminent homme d'Etat Mostofi-Mamalek, il publia une proclamation et dissout tous les tribunaux, parquets et services rattachés au Ministère de la Justice. Il réussit, enfin, à obtenir l'approbation de la Chambre qu'il a mis devant un fait accompli.

Le 27 Bahman 1305, la Chambre vota un article unique autorisant le Ministre de la Justice à réorganiser, dans un délai de quatre mois, les tribunaux et les services administratifs : elle lui donnait le libre choix pour recruter et engager les magistrats et les autres fonctionnaires rattachés au Ministère de la Justice et pour préparer des projets de lois concernant l'organisation et la procédure par des commissions d'experts. Ce fut ainsi qu'il a préparé le Code Organique et le Code de Procédure Civile par des commissions composées de hauts magistrats et de juristes compétents.

Ce sont ces codes et ces lois qui forment la base de l'organisation judiciaire actuelle de l'Iran. Nous y reviendrons dans les chapitres suivants.

Après deux mois de travail, M. Dawar réussit à réouvrir les Tribunaux et le 5 Ordibehechte 1306, les nouveaux magistrats, choisis parmi les anciens, les fonctionnaires des autres ministères et les jeunes gens qui avaient fait leurs études juridiques en Europe ou à l'Ecole de Droit de Téhéran, furent présentés au Schah. Sa Majesté suivie du président du Conseil, du ministre de la Cour, du ministre de la Justice et de tous les membres du Cabinet, fit une allocution dont voici les termes (7) : « Vu l'importance que j'attache à l'organisation judiciaire, j'ai décidé de remettre en personne, aujourd'hui, à MM. les Juges, les Officiers du Parquet et les Directeurs des Services Administratifs de la nouvelle organisation de la justice, les décrets impériaux concernant leur nomination et de rappeler en même temps à vous qui assumez les plus importantes fonctions du pays, qu'à mes yeux, l'homme le plus estimable est celui qui s'acquitte de son devoir sans aucune négligence ; par contre, les gens incons-cients de leurs devoirs et défaillants ne peuvent jamais gagner ni ma sympathie, ni l'opinion publi-

(7) Cette allocution royale fut traduite par le Docteur Matine Daftari dans son ouvrage : La suppression des capitulations, p. 179-180.

que de la nation. Je veux que tous mes concitoyens en général, et mes agents en particulier, se donnent comme premier devoir le patriotisme et l'effort pour les réformes du pays. Il est tout à fait superflu d'accentuer les répercussions de la réorganisation de la justice sur le relèvement du pays et sur son prestige. Je suis convaincu que vous êtes tous toujours conscients de ce fait incontestable et essayerez, par un dévouement parfait au pays et par la conscience du devoir, de vous donner comme exemple d'énergie et d'honnêteté pour tous les autres serviteurs loyaux de la nation. C'est avec une grande joie et le ferme espoir que mes observations d'aujourd'hui vous serviront toujours de guide et de devise que je vous remets en personne les firmans sanctionnant vos nominations à la magistrature, priant le Tout-Puissant de vous soutenir dans l'accomplissement de vos tâches.

« Etant donné ma décision de supprimer les capitulations, je viens de charger mon gouvernement d'en préparer le terrain, et c'est en considération de cette décision que je m'attends à ce que vous montriez plus de zèle dans la réalisation des réformes judiciaires.

Après cette allocution, Sa Majesté distribua, de ses propres mains, les firmans aux nouveaux magistrats, les officiers de Parquets, et les Directeurs des Services Administratifs du ministère de la Justice.

Les nouvelles lois préparées par les commissions d'experts ont été communiquées, le même jour, aux tribunaux, et les services judiciaires se mirent à fonctionner.

Rappelons ici que, depuis la dissolution des tribunaux jusqu'à la réouverture de la Justice, on a constitué des tribunaux spéciaux, comme ceux de vacation en France, pour les affaires urgentes, ainsi qu'il y avait un parquet avec des juges d'instruction pour poursuivre les délinquants.

Avec ces nouvelles lois, on a changé le statut des magistrats comme les matières de l'examen des candidats à la magistrature et les classifications des magistrats. On a créé un tribunal disciplinaire pour les juges. Par le nouveau Code organique, on a transformé les tribunaux de première instance qui se composaient avant de plusieurs juges en des tribunaux à juge unique.

De même, on changea la composition des Tribunaux de Commerce. Avant la nouvelle loi, le tribunal était formé par un juge de carrière et deux accessseurs commerçants. Mais dans l'organisation nouvelle, les parties avaient la faculté de demander la présence des juges commerçants. Les tribunaux religieux officiels furent constitués sous le contrôle du Ministère de la Justice et ses juges étaient payés par l'Etat. Les avocats profitaient d'une liberté complète avant la nouvelle organisation, c'est-à-dire il

n'y avait aucune condition pour exercer la profession d'avocat. Le nouveau Code restreignait et limitait cette liberté. Désormais, les avocats doivent avoir un permis du Ministère de la Justice.

Signalons que la situation des Greffiers changeait aussi.

Avant, les greffiers étaient de simples secrétaires du tribunal, mais le nouveau Code les chargeait d'une mission qui ressemblait à celle des Avoués en France. Ils étaient chargés de la communication des pièces et ils formaient le dossier des affaires civiles avant l'audience. Nous reviendrons sur toutes ces questions et les étudierons en détail dans les chapitres de l'organisation judiciaire proprement dite.

Le but principal de notre nouveau Code de procédure est d'obtenir la célérité, car, comme nous l'avons dit, notre ancien système souffrait beaucoup de la lenteur des rouages de la Justice. Pour obtenir une rapide administration de la justice, le législateur diminuait les délais de pourvoi. Suivant l'ancien Code de procédure, le délai d'appel et la requête civile étaient 31 jours, et pour se pourvoir en cassation deux mois. La nouvelle loi a diminué tous ces délais. Ils sont de dix jours, plus un jour par 37 kilomètres pour les parties qui ne se trouvent pas au siège du Tribunal.

D'autre part, il a aboli les consignations qui étaient nécessaires pour interjeter l'appel ou intro-

duire une requête civile ainsi que pour se pourvoir en cassation.

Cette consignation, suivant l'ancienne loi, était de quatre pour cent de la somme à laquelle était condamné en première instance celui qui interjetait appel, et de cinq pour cent pour la requête civile et le pourvoi en cassation. La nouvelle loi a supprimé cette consignation. En revanche, pour empêcher une affluence sans limite des appels et de pourvois en cassation, il a prévu l'action en dommages et intérêts. Le débiteur sera condamné à payer un intérêt légal au créancier pour la durée du procès. Le taux de cet intérêt était fixé par un décret ministériel à 18 %, il a été diminué à 15 % et actuellement il est de 12 %.

Une autre réforme réalisée par les nouvelles lois est l'Etablissement des Registres Fonciers et de l'Enregistrement des Actes, ainsi que la constitution du ministère des Notaires.

Une partie considérable des litiges évoqués devant les Tribunaux concernait les actions immobilières. Souvent un propriétaire de mauvaise foi, en vendant son immeuble à quelqu'un, en transférait la propriété par un acte antidaté, à un de ses parents ou à sa femme ou à ses enfants, enfin, à un homme de paille.

Et c'était ces transferts qui servaient de piètement aux tierces oppositions et rendaient les pro-

cès interminables. D'autre part, pour les actions mobilières, le recours à la vérification des écrits qui souvent aboutissait à l'inscription de faux rendait la marche des procès très lente.

Il y avait une loi de 21 sowl 1290 (1912) sur l'enregistrement qui fut abrogée par la loi de 21 homal 1302 (1923) à cause de son insuffisance. Mais cette loi à son tour n'était pas suffisante, car l'immatriculation des immeubles n'était pas obligatoire, et les propriétaires pour éviter les procès très coûteux provoqués par la demande d'immatriculation renonçaient à enregistrer leurs propriétés. En outre, il n'y avait pas dans toutes les parties du pays des bureaux d'enregistrement. La nouvelle loi votée en 14 Bahman 1306 (1928) rendait d'abord l'immatriculation sur les registres fonciers obligatoire, et ensuite constituait dans toutes les villes des bureaux. Pour rendre efficace ce caractère obligatoire de la loi, le droit d'immatriculation est majoré chaque année. Au bout de dix ans, si la propriété foncière n'était pas enregistrée, la loi autorisait le gouvernement à faire immatriculer au nom du possesseur.

L'enregistrement des actes. — Selon les dispositions de la loi du 21 Hamal 1302 (1924) des fonctionnaires faisant partie du personnel du ministère de la Justice, sont chargés d'enregistrer les actes que les parties leur présentent. Ils sont tenus de porter littéralement ces actes sur leurs registres après avoir

vérifié la capacité des parties et constaté que le contenu de ces actes n'est pas contraire aux lois.

Ces actes sont reconnus authentiques par la loi, ils font foi jusqu'à ce qu'un jugement les déclare faux.

Une loi votée le 18 Bahaman 1307 (février 1929) a créé les notaires. Chacun de ces notaires qui étaient souvent des notaires privés ecclésiastiques sont choisis par le Ministre de la Justice pour un ressort limité. Ils ne peuvent pas enregistrer les actes dont les parties ont élu domicile dans une autre circonscription, ainsi qu'ils n'ont pas le droit d'enregistrer les actes concernant le changement de propriétaire des biens immobiliers qui sont immatriculés sur les registres fonciers. Mais ils peuvent enregistrer les actes sur les fruits de ces immeubles ; seulement, ils sont obligés, par la loi, d'en communiquer la teneur à la Direction des Registres Fonciers. Les actes accomplis devant ces notaires jouissaient d'une authenticité reconnue par la loi, et ils étaient exécutoires.

Une autre réforme réalisée par les lois modernes, c'est la prescription immobilière (acquisitive ou extinctive). Le délai de cette prescription est de quarante ans pour le droit de propriété né avant la loi et de vingt ans pour le droit né après elle.

De même, selon la loi votée et promulguée, le

législateur établit la prescription des droits mobiliers et des créances.

Pour un bon fonctionnement de la Justice, il n'est pas suffisant d'avoir des juges d'une haute moralité, munis de l'esprit juridique moderne. Il faut leur donner le moyen de juger, et dans l'absence de codification de lois civiles, ce progrès n'était pas encore réalisé.

Le Ministre de la Justice pensait aussi à cette lacune. Une commission composée des hauts magistrats et de grands juristes, qui étaient la plupart des membres de l'ancienne commission de 1915 et de 1919 dont nous avons parlé dans les sections précédentes, fut constituée à la fin de 1927 pour élaborer le projet du code civil persan. Cette commission était présidée et guidée par le Ministre de la Justice lui-même (8).

La mission de cette commission était très difficile, car d'une part, il fallait tenir compte des lois islamiques, et d'autre part, il fallait introduire les principes et les conceptions modernes conformément aux besoins de la vie économique actuelle,

(8) Faisant partie de cette commission, M. Taghavi, président à la Cour de Cassation, et M. Fatémi, président de la Chambre civile à la Cour de Cassation, l'auteur du projet de code civil en 1915, M. Adle, grand juriste et directeur général à la législation au ministère de la Justice à cette époque, M. Assar, grand jurisconsulte dans le droit Chyite, Cheikh Mohamed Ali Kachani et M. Iravani.

alors que souvent les dispositions des lois islamiques sont contraires aux lois modernes. Mais, comme M. Matine Daftary écrit dans son intéressant ouvrage : « La suppression des capitulations en Perse », cette conciliation entre le Coran et code Napoléon n'était pas impossible ; voici ce qu'il écrit :

« Il est cependant à remarquer que le pont entre ces deux législations n'était pas impossible à construire, étant donné que le droit musulman et le droit occidental ont tous les deux, surtout en matière civile, subi l'influence plus ou moins grande de leur trait d'union, le droit romain.

« En effet, l'Empire romain a laissé dans ses provinces, entre autres la Syrie et tout le littoral de la Méditerranée, nombre d'institutions juridiques qui se sont propagées avec le temps dans tout le Proche-Orient, grâce aux relations commerciales entre les peuplades de cette partie du monde. L'Islam a embrassé en grande quantité ce qu'il a trouvé de bon dans ces institutions. De leur côté, les Croisades ne sont pas restées inefficaces dans la propagation des institutions islamiques en Occident » (9).

En effet, le Parlement vota le projet du code civil préparé par la commission le 18 Ordibehechte 1307 (8 mai 1928), c'est-à-dire à la veille de la suppression définitive des capitulations.

(9) La suppression des capitulations en Perse, p. 202.

Signalons ici que le grand événement de cette date, c'est la suppression des capitulations le 20 Ordibehechte 1307 (10 mai 1928), c'est-à-dire le même jour que celui de la promulgation du code civil qui fut ainsi rendu exécutoire,

Le premier volume de code civil promulgué à ce moment contient 955 articles et comprend 39 chapitres.

Il s'inspire des principes rigoureux du droit Chyite, tout en considérant autant que possible les principes modernes des codes européens et surtout du code civil français.

Cette partie est consacrée seulement aux biens, aux obligations, aux testaments et aux successions.

Le deuxième et le troisième volumes de code civil comprend de l'article 956 à l'article 1335. Il fut élaboré par une autre commission et fut voté par le Parlement en 1934 et 1935. Cette commission était composée de hauts magistrats, sous la présidence de M. Sadre, à ce moment ministre de la Justice, et M. le docteur Matine Daftary, à cette époque sous-secrétaire d'Etat et actuellement ministre de la Justice, M. Abdoh, président à la cour disciplinaire, professeur de droit civil à la Faculté de Téhéran, et M. Fatémi, président de la Chambre civile à la Cour de Cassation et auteur du projet du premier tome du code civil.

La seconde partie de code civil concerne l'état des personnes et la troisième traite des moyens de preuves.

D'après la description que nous avons donnée brièvement des réformes effectuées principalement dans le domaine juridique, nous voyons que la Perse les réalisa dans une période courte, c'est-à-dire de 1906 à nos jours. Ce sont des réformes très importantes dans tous les domaines, politique et économique.

Signalons que la plupart et les plus importants de ces progrès ont été réalisés à partir du coup d'Etat de 1921 sous la direction et l'impulsion de Sa Majesté Reza Schah Pahlavi. Le pays souffrait depuis longtemps de l'injustice et de l'insécurité maintenues par l'influence des puissances étrangères et des chefs religieux ; il fallait avancer vite pour rattraper le temps perdu. Il fallait travailler rapidement et avec méthode.

Les réformes réalisées sont très importantes, mais elles ne sont pas encore complètes. C'est à la jeunesse de continuer cet effort ayant pour guide notre puissant Roi qui travaille avec ardeur à la prospérité de son pays et de son peuple.

Nous avons fini la première partie de notre travail, mais on nous excusera si cette partie est un peu longue et disproportionnée avec les deux parties suivantes. C'est par nécessité que nous avons

été obligés de traiter assez en détail cet aperçu historique. Car, pour comprendre l'organisation judiciaire d'un pays, il est absolument nécessaire de chercher les bases de cette organisation dans les lois, les traditions et les coutumes du peuple.

Nous allons étudier maintenant les principes généraux de notre justice et dans la troisième partie, nous allons examiner les Juridictions.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Nous allons étudier dans ce chapitre d'abord les principaux généraux selon le droit français, puis les mêmes principes suivant le droit iranien, et s'il y a une différence entre les nôtres et ceux de la France nous le spécifierons.

SECTION I. — *Principe de la séparation des pouvoirs L'indépendance du pouvoir juridique*

La doctrine célèbre de la séparation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires est dégagée par Montesquieu, quoique, avant lui, Lock (1) ait expliqué ce principe. Mais ce dernier n'a examiné que la séparation entre les pouvoirs législatifs et les pouvoirs exécutifs. D'après lui, le pouvoir judiciaire n'est plutôt qu'une dépendance du pouvoir

(1) Lock, philosophe anglais.

législatif (2). Cette théorie exposée par Lock s'inspire des traits essentiels de la constitution anglaise, car les règles du droit anglais reconnaissent parfois au Parlement entier et plus souvent à la Chambre des Lords un suprême pouvoir judiciaire (3).

Mais c'est Montesquieu qui, dans son « Esprit des lois », divisait les attributions de la souveraineté en trois pouvoirs distincts : le législatif, l'exécutif et le judiciaire.

Voici ce qu'il écrit : « Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoirs, la puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens, et la puissance exécutrice de celles qui dépendent des droits civils. Par la première, le prince ou le magistrat fait des lois, pour un temps ou pour toujours, et corrige ou abroge celles qui sont faites. Pour la seconde, il fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassadeurs, établit la sûreté, prévient les invasions. Par la troisième, il punit les crimes ou juge les différends des particuliers. On appelle cette dernière la puissance de juger ; et l'autre simplement la puissance exécutrice de l'Etat » (4).

(2) Voir pour détail A. Esmein, *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*, VI^e édition, 1914.

(3) Voir : *Le rôle judiciaire de la Chambre des Lords*, par Grinberg-Vinaver, Paris, 1936.

(4) *Esprit des lois*, livre XI, Chap. VI.

Nous voyons que le pouvoir judiciaire dans la conception de Montesquieu devient un pouvoir distinct et indépendant des deux pouvoirs législatif et exécutif. Il considère cette séparation comme une garantie pour empêcher l'abus de pouvoir, et pour assurer le respect et l'application des lois. Certainement, quand tous les pouvoirs sont concentrés dans une même main, cela aboutit toujours à l'abus de ces pouvoirs. Voici comment Montesquieu explique ce danger : « la liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés.

« Elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir ; mais c'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. Qui le dirait ? La vertu même a besoin de limites. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir » (5).

Si le législateur pouvait trancher les litiges, c'est-à-dire être en même temps juge, il n'y aurait plus de loi fixe. De même que, si le pouvoir exécutif est réuni au pouvoir judiciaire, les justiciables n'auraient pas une garantie suffisante quant à l'application des lois. Il arrive que le pouvoir exécutif est lui-même partie en cause, ou qu'il y a un inté-

(5) *Esprit des lois*, livre XI, Chap. IV.

rêt à ce que la loi soit appliquée dans tel ou tel sens. Comme M. Esmein l'a dit : « La raison la plus forte d'établir l'autorité judiciaire comme un pouvoir distinct et indépendant, c'est qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour assurer son entier désintéressement » (6).

Cette théorie de la séparation des pouvoirs est critiquée par des théoriciens surtout en droit public. Certains d'entre eux admettent seulement la distinction entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Ils disent, dans la vie de la loi, il y a deux moments et deux phases distinctes : la formation et l'exécution, on ne considère donc ainsi que deux pouvoirs, le pouvoir législatif qui crée la loi et le pouvoir exécutif qui l'exécute. Certains autres n'admettent même pas cette distinction. Ils raisonnent ainsi : les divers attributs de la souveraineté ne peuvent pas être divisés et exercés séparément, il faut au gouvernement une direction unique et une responsabilité concentrée. Ils disent aussi que la séparation du pouvoir n'existe qu'en théorie ; en pratique, l'un des pouvoirs domine les autres et les dirige, et naturellement ce sera le pouvoir législatif.

La théorie de la séparation du pouvoir est surtout contestée en ce qui concerne le pouvoir judi-

(6) *Éléments de droit constitutionnel français et comparé*, p. 458.

ciaire. Comme nous l'avons vu, on n'admet que le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, et on considère le pouvoir judiciaire comme une dépendance du pouvoir exécutif, car l'attribution de ce pouvoir est l'application de la loi, et ce n'est qu'un incident de l'exécution.

Quelle que soit la valeur de ces objections, la séparation et l'indépendance du pouvoir judiciaire est à la base de la loi du 16 août 1790 et elle a été affirmée par les Constitutions de 1791 et de l'An VIII.

En Iran, ce principe est établi par l'article 27 du supplément de la loi constitutionnelle (1907). Cet article explique que les pouvoirs de l'Etat se divisent en trois parties :

- 1° Le pouvoir législatif.
- 2° Le pouvoir judiciaire.
- 3° Le pouvoir exécutif.

1° Le pouvoir législatif a pour mission de légiférer. C'est un pouvoir qui émane de Sa Majesté, de la Chambre des Députés et du Sénat, chacune de ces trois sources ont le droit de proposer des lois. Les lois ne doivent pas être contraires aux dispositions islamiques et doivent être ratifiées par les deux Assemblées, signées et promulguées par le Roi. Le vote des lois du budget est réservé seulement à la **Chambre des Députés**.

2° Le pouvoir judiciaire qui découle des tribunaux laïques et religieux, et a pour mission de juger et de dire le droit (la vérité).

3° Le pouvoir exécutif est réservé au Schah, c'est-à-dire que toutes les lois et tous les décrets sont exécutés par les ministres et les autres fonctionnaires au nom de Sa Majesté, selon les prescriptions des lois.

La séparation de ces trois pouvoirs est nettement établie par l'article 28 du supplément à la loi constitutionnelle. Cet article est ainsi conçu : « Les trois pouvoirs seront toujours séparés et distincts l'un de l'autre. »

Nous allons étudier les conséquences qui découlent de l'indépendance du pouvoir judiciaire des autres pouvoirs.

La conséquence de cette séparation est la suivante :

1. — De la séparation entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire résulte que le législateur ne peut ni juger un procès ni modifier les jugements ou empêcher leur exécution. Cette disposition est fixée par les Constitutions de 1791 en France. Mais, si le législateur ne peut juger un procès ou modifier un jugement rendu, il peut toute-

fois faire des lois interprétatives et les faire appliquer immédiatement, même aux procès déjà en cours. Il peut faire aussi des lois qui modifient la compétence des tribunaux, et déclarer ces lois immédiatement applicables même aux procès en cours. Mais il ne peut modifier par une loi impérative ou une loi de compétence un procès déjà terminé, et *a fortiori* il ne peut pas modifier un jugement.

Voyons maintenant comment est appliqué ce principe selon les lois en Iran. L'article 7 de notre code de procédure civile interdit l'intervention des autres pouvoirs dans le pouvoir judiciaire. Cet article est ainsi conçu : « Aucune des Administrations de l'Etat et les autres institutions officielles, ne peuvent modifier le jugement des tribunaux que le tribunal lui-même qui a rendu le jugement ou un autre tribunal de degré plus haut que lui, suivant les dispositions des lois. »

C'est d'après cet article et l'ensemble des autres lois concernant les attributions de la Chambre des Députés qu'on peut dégager la première conséquence de l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir législatif. Mais, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le législateur peut faire des lois interprétatives et des lois modifiant la compétence applicables immédiatement, même aux procès en cours.

D'autre part, à son tour, le juge ne peut empiéter sur le domaine du législateur. Il ne peut, ni faire la loi, ni arrêter ou suspendre l'exécution d'une loi, ni en refuser l'application sous prétexte d'irrégularité ou comme contraire aux lois constitutionnelles. Les arrêts de règlement prononcés par les anciens Parlements en France sont condamnés par l'article 5 du code civil ainsi conçu : « Il est défendu au juge de se prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui lui sont soumises. » L'empiètement du juge sur le domaine des législateurs est réprimé d'une part par la peine édictée au Code Pénal ; d'autre part, par l'annulation des jugements pour excès de pouvoir. L'article 127 du Code Pénal est la sanction des empiètements du pouvoir judiciaire sur le législatif, cet article dispose : « Seront coupables de forfaiture et punis de dégradation civique les juges, procureurs généraux de la République qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou suspendant l'exécution d'une ou plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées. »

Mais, dans certains pays, le juge peut refuser d'appliquer une loi sous l'exception d'inconstitutionnalité, c'est-à-dire que la loi est contraire aux lois constitutionnelles. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis,

la Cour Suprême (7) possède le pouvoir d'examiner la valeur légale des lois ; elle exerce une sorte de contrôle sur les actes du législateur. Ce pouvoir a été accordé à la Cour Suprême par la loi constitutionnelle. Dans d'autres pays, s'il n'y a pas de texte exprès qui donne un tel pouvoir aux juges, il n'y a pas, non plus, des textes leur enlevant ce pouvoir et la jurisprudence se prononce dans un sens favorable au pouvoir des juges de refuser ou d'appliquer les lois inconstitutionnelles. La Roumanie en est un exemple (8).

En Iran, nous n'avons pas un texte formel pour défendre au juge de rendre des règlements contenant des dispositions générales ; de même qu'il n'y a pas de peine édictée en vue de réprimer pareils empiètements des juges. Mais en se référant aux articles supplément aux lois constitutionnelles qui déterminent l'attribution de chacun des pouvoirs, et en considérant certains articles de code de procédure civile, on peut dégager cette conséquence naturelle de la séparation des pouvoirs.

(7) La Cour Suprême est composée de neuf juges, le président ou « chief justice » et huit magistrats. Rapport du Comte de Franqueville sur les organisations judiciaires des Etats-Unis. Paris, 1904.

(8) *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire et de procédure civile* par Glossan et Tissier et Morel, T. I, p. 72.

L'article 27 susmentionné de supplément aux lois constitutionnelles explique que le pouvoir de légiférer est uniquement réservé aux deux Assemblées.

Le résultat, c'est que les autres pouvoirs ne peuvent pas faire des lois.

Prenons un autre exemple du code de procédure civile, l'article 35 4) de ce code édicte que les arrêts des Chambres réunis de la Cour de Cassation n'ont d'autorité que pour les affaires sur lesquelles elle a statué. Il est certain que les tribunaux ne peuvent pas rendre des arrêts contenant des règles générales. En un mot, le juge ne peut pas s'immiscer dans le domaine du législateur.

Si le juge ne peut faire la loi, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, il ne peut aussi refuser l'application d'une loi ou refuser de rendre la justice sous peine de déni de justice. Concernant ces deux dispositions, deux articles s'appliquent : l'un dans le code de procédure civile et l'autre dans le code pénal. L'article 7 du code de procédure civile défend aux tribunaux de s'abstenir de rendre la justice en déclarant l'absence, l'équivoque ou la contradiction des lois concernant la solution des procès pendants devant eux, sous peine de déni de justice.

Cet article est ainsi conçu : « Il est absolument

interdit aux tribunaux de la justice, de s'abstenir de rendre le jugement, ou retarder de trancher le litige, sous prétexte que les lois ne sont pas précises ou complètes, ou qu'elles sont contradictoires, l'une de l'autre. Les juges qui ne respecteront pas ces dispositions seront punis de la peine du déni de justice. »

D'autre part, l'article 150 du code pénal, punit de révocation de leur fonction et de condamnation à des dommages et intérêts tous les juges, les procureurs et les juges d'instruction qui refusent de rendre la justice aux justiciables qui portaient plainte entre leurs mains, selon les prescriptions des lois. Nous traduisons ici textuellement cet article : « Seront punis de révocation de leur fonction, plus de condamnation aux dommages et intérêts chacun des juges, des procureurs et des juges d'instruction qui refusent de poursuivre sur les plaintes déposées entre leurs mains suivant les dispositions légales. »

Nous voyons que, contrairement au cas précédent, ici, la loi interdit et réprime expressément l'empiètement du pouvoir judiciaire.

Il n'y a pas de texte qui donne aux juges, comme aux Etats-Unis, le pouvoir de refuser d'appliquer les lois inconstitutionnelles, nous n'avons pas, non plus, de texte exprès en sens contraire, c'est-à-dire qui leur enlève ce pouvoir comme en

France. Il n'est pas à notre connaissance que cette question soit résolue par la jurisprudence. A notre avis, comme cette exception n'est pas énumérée dans le code de procédure civile et comme nos lois de procédure sont surtout inspirées de celles de la France, cette faculté ne doit être reconnue à nos juges.

2. — Les pouvoirs exécutif et législatif sont aussi séparés. De cette séparation découlent les conséquences suivantes :

D'une part, le chef de pouvoir exécutif et ses fonctionnaires ne peuvent s'immiscer dans le pouvoir judiciaire. Ils ne peuvent juger les procès, ni empêcher l'exécution des jugements.

D'autre part, le pouvoir judiciaire ne peut intervenir dans le domaine du pouvoir exécutif, c'est-à-dire que les juges ne peuvent pas accomplir un acte d'administration, ni annuler les actes administratifs et, enfin, le pouvoir judiciaire ne doit pas s'occuper d'administration ou de gouvernement.

Pour que cette séparation soit complète et absolue, il faut que le pouvoir judiciaire statue sur toutes les contestations que soulève l'application de la loi. Il doit juger tous les litiges ; les litiges administratifs comme les autres. C'est un idéal séduisant dont se rapprochent certains pays, comme l'An-

gleterre, sans y atteindre complètement ; de sorte que même dans ce pays, il y a des tribunaux spéciaux, comme la juridiction particulière des cours ecclésiastiques et la commission des chemins de fer et canaux, etc.. (9).

Mais, en France, la séparation entre le pouvoir judiciaire et exécutif n'est pas absolue ; à côté des tribunaux judiciaires existent des tribunaux administratifs, comme disait M. Tissier, c'est la peur de voir reparaitre les empiètements de l'autorité judiciaire sur le gouvernement. Ces empiètements étaient très fréquents sous l'ancien régime d'après les lois françaises. Ces deux autorités, judiciaires et administratives, sont toujours séparées l'une de l'autre.

Voici la loi du 16 août 1790 : « Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives ; les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. » Ces tribunaux administratifs ne sont pas soumis au contrôle de la Cour de Cassation, car ils sont constitués pour ju-

(9) Mais, quand même, dans le système anglais il y a des exceptions mais très rares. Voir pour le détail Esmein, *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*.

ger les affaires administratives, et ils sont indépendants du pouvoir judiciaire. Les conflits sur la compétence, entre les tribunaux d'ordre judiciaire, et l'autorité administrative, sont soumis au tribunal des conflits (10).

Il y a deux sortes de sanctions pour protéger l'indépendance de chacun de ces deux pouvoirs l'un envers l'autre : une civile, et une pénale.

Les sanctions d'ordre civil pour les empiétements des tribunaux administratifs dans les attributions de pouvoir judiciaire, c'est le recours au Conseil d'Etat, pour obtenir l'annulation des décisions administratives. Pour casser les jugements des tribunaux judiciaires qui empiéteraient sur les attributions des administrations pour excès de pouvoir, c'est le recours devant la Cour de Cassation.

La sanction pénale est ainsi déclarée par l'article 127 du Code pénal, alinéa 2, seront coupables de forfaiture et punissables de dégradation civique : « les juges, procureurs... qui auraient en s'immisçant dans des matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des règlements sur

(10) Le tribunal des conflits fut constitué par la Constitution de 1848, il fut supprimé en 1852 et a été repris par la loi de 1872. Ce tribunal est composé du ministre de la Justice qui est président et trois membres élus par la Cour de Cassation, et trois conseillers élus par le Conseil d'Etat (deux membres et des suppléants qui seront élus par la majorité des autres juges), Esmein, *Elém. de dr. const. fr.*, p. 506.

ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration ou qui, ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs pour raison de leurs fonctions, auraient persisté dans l'exécution de leurs jugements ou ordonnances, nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée ou le conflit qui leur aurait été notifié ».

De l'existence des tribunaux administratifs, et de la nomination des juges par le pouvoir exécutif, les adversaires de l'indépendance du pouvoir judiciaire prétendent que ce pouvoir n'est pas séparé du pouvoir exécutif, mais que c'est seulement une branche de celle-ci. Mais, au même titre que les tribunaux administratifs sont indépendants et distincts des tribunaux judiciaires, il n'y a là aucune atteinte à la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif.

La nomination du titulaire de l'un des pouvoirs par l'autre n'est pas un obstacle à ce que ces pouvoirs soient indépendants les uns des autres. Car, comme disait M. Esmein, autant que le pouvoir exécutif ne peut révoquer et destituer les juges, l'indépendance du pouvoir judiciaire est assurée. Au surplus, le pouvoir exécutif n'est pas complètement libre pour la nomination et l'avancement des juges. Il y a des conditions établies par la loi, sur lesquelles le gouvernement fait nommer les juges,

ainsi qu'il y a des règlements spéciaux pour leur avancement.

Quant à l'Iran, la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire existe, et cette séparation est protégée par l'article 7 du code de procédure civile susmentionné. D'après cet article, le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les administrations et les fonctionnaires de l'Etat, ne peuvent changer le jugement d'un tribunal. Ainsi l'article 130 du code pénal punit tous les fonctionnaires non judiciaires de l'Etat qui interviennent dans les affaires qui sont de la compétence de l'autorité judiciaire, de la destitution de leurs fonctions et de deux mois à trois ans de prison. Nous voyons que par ces articles très nets, l'empiétement du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire est sévèrement réprimé. S'il y a des articles exprès pour protéger l'autorité judiciaire contre le gouvernement, il n'y a pas d'article en sens inverse, c'est-à-dire pour réprimer les empiétements des juges sur le pouvoir exécutif. Mais quand même, la séparation existe, car, comme nous l'avons expliqué plus haut, de l'ensemble des lois constitutionnelles et de procédure qui déterminent les attributions de chacun de ces deux pouvoirs, il est certain que l'autorité judiciaire ne peut pas s'immiscer dans les affaires du pouvoir exécutif. En Iran comme en France, cette séparation n'est pas stricte et absolue. Tous les litiges ne sont pas portés devant les tribu-

naux judiciaires. A côté de ces tribunaux, il existe des tribunaux administratifs qui ne sont pas soumis au contrôle de la Cour de Cassation, comme le tribunal constitué au ministère des Finances pour les litiges entre les particuliers et l'Etat.

La nomination des juges est confiée à l'Etat, mais comme nous savons que les tribunaux administratifs sont indépendants et distincts des tribunaux judiciaires et que le recrutement des juges doit être fait selon les conditions déterminées d'avance par la loi, le principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif n'est pas atteint.

SECTION II. — *Principe de la prohibition des évocations et dessaisissements :*

Ce principe est consacré en France par la loi du 16 août 1790 qui a déclaré : « L'ordre constitutionnel des juridictions ne pourra être troublé, ni les justiciables distraits de leurs juges naturels par aucune commission ni d'autres attributions que celles qui sont déterminées par la loi ». Ce principe a été repris par la Constitution de l'an III et par les Chartes de 1814 et 1830 et enfin par la Constitution de 1848. Cette dernière déclare dans l'article 4 que « nul ne sera distrait de ses juges naturels ; il ne pourra être créé de commissions et de tribunaux ex-

traordinaires, à quelque titre et sous quelques dénominations que ce soit ». Par ce principe, on ne peut priver les justiciables de leur juridiction légale, ainsi on ne peut les distraire d'un tribunal légalement saisi et les soumettre à un autre tribunal. On ne peut, non plus, modifier la juridiction des tribunaux en vue d'une affaire déterminée. Mais sans doute les lois nouvelles modifiant la compétence sont immédiatement applicables aux procès en cours, et peuvent dessaisir les tribunaux de ces procès. Il ne faut pas croire que ce dessaisissement général est une atteinte au principe, car les lois constitutionnelles prohibent les mesures prises concernant une affaire déterminée et n'interdisent pas de prendre des mesures générales au sujet des procès courants.

En Iran, ce principe est déclaré par l'article 11 du supplément aux lois constitutionnelles. Cet article est ainsi conçu : « On ne peut distraire personne de son tribunal légal et l'obliger à recourir à un autre tribunal. » Nous voyons qu'en Iran comme en France on ne peut empêcher les justiciables de saisir leur juridiction naturelle, de même qu'on ne peut dessaisir un tribunal du procès dont il est saisi selon les lois. La procédure d'évocation qui existe dans le code de procédure civile français, n'existe pas dans notre code de procédure civile, par

conséquent, même un tribunal de degré supérieur ne peut pas dessaisir le tribunal inférieur auquel le procès est soumis.

SECTION III. — *Principe de l'égalité devant la justice*

Ce principe est établi par la loi du 16 août 1790 en France.

Les privilèges des juridictions ecclésiastiques et seigneuriales ont été abolis par cette loi. Ces privilèges étaient fréquents sous l'ancien régime. D'après ce principe, tous les citoyens peuvent plaider devant les mêmes juridictions et les mêmes juges. Les étrangers, eux-mêmes, bénéficient de cette égalité.

Ils ont les mêmes droits et prérogatives que les Français, seulement la loi les oblige, lorsqu'il n'y a pas de traité de réciprocité, à déposer une caution pour payer les frais de justice, dommages et intérêts au défenseur français dans le cas où ils perdraient leur procès, mais ce principe n'est pas absolu, il y a de rares exceptions, par exemple : l'administration des douanes ou de l'enregistrement, etc..., qui sont soumises à une procédure spéciale. Le juge, quand il est pris à partie, ne peut être poursuivi que devant une cour d'appel ou la cour de cassation,

suivant la situation de ce juge. Ces exceptions ne constituent pas des privilèges, ils se justifient par des raisons pratiques, ou pour donner aux justiciables des juges impartiaux et indépendants.

En Iran, ce principe aussi a été posé dans l'article 71 du supplément aux lois constitutionnelles.

Cet article déclare que tous les citoyens seront jugés devant les tribunaux judiciaires. On peut invoquer encore l'article 8 de la même loi en faveur de ce principe. Cet article dispose que tous les habitants de l'Iran sont égaux devant la loi, et comme la justice est constituée par la loi, tous les citoyens sont égaux devant les juridictions. Il en est de même des étrangers. Seulement, d'après l'article premier de la loi de Mehre 1308 (1929), les étrangers quand ils sont demandeurs doivent payer une caution pour dédommager le défenseur iranien en cas de perte du procès par l'étranger (*cautio judicatum solvi*).

Selon l'article III de la même loi, l'étranger est exempt de cette caution à charge de réciprocité, c'est-à-dire si les lois de son pays ne demandent pas cette caution aux sujets iraniens.

SECTION IV. — *Principe de la gratuité de la justice*

En France, ce principe est posé par la loi des 16-24 août 1790. L'article 2 de cette loi dispose que « les juges rendront gratuitement la justice, et seront salariés par l'Etat ». Cette loi abrogeait le système des épices de l'ancien régime, c'est-à-dire que les plaideurs étaient obligés de payer leurs juges. Mais, s'il est vrai que la justice en France est gratuite, les moyens de l'obtenir sont très coûteux. D'après les lois françaises, le recours aux officiers ministériels est indispensable et obligatoire et, bien entendu, ils exigent leurs honoraires. D'autre part, l'Etat demande des droits fiscaux nombreux et élevés.

La loi, pour protéger les indigents qui ne peuvent pas payer les frais de la justice, organisait l'assistance judiciaire. Par cette organisation, on a assuré aux pauvres les moyens d'obtenir la justice, et on a écarté la crainte qu'ils ne puissent pas faire valoir leurs droits.

En Iran, nous n'avons pas un article aussi net que l'article 2 des lois 16-24 août 1790 en France qui déclarait la gratuité de la justice. La raison de ce silence, c'est que, comme nous l'avons relaté dans

la première partie de notre ouvrage, les juges, en Iran, n'ont jamais été payés par les plaideurs : le système des épices n'existait pas chez nous.

Lorsque les juges ne recevaient pas un traitement de l'Etat, et surtout avant la Révolution et sous l'ancien régime, ils vivaient avec le revenu des biens, des mosquées et des madressé (école religieuse) qu'ils avaient sous leur direction. Cet état de choses vient de ce que les juges étaient des prêtres qui en même temps dirigeaient les biens de main morte qui étaient destinés à entretenir les écoles et les mosquées. C'est pourquoi le législateur s'abstint de préciser ce principe par un article spécial. Ce principe était tellement évident chez nous qu'il n'est pas nécessaire de le souligner. Néanmoins, on peut déduire de l'article 84 de supplément aux lois constitutionnelles qui dispose ainsi : « le traitement des juges sera fixé par la loi », et de notre code organique, surtout du chapitre de la nomination des juges et de leur traitement, que la justice est gratuite pour les plaideurs.

Les moyens d'obtenir la justice en Iran ne sont pas très coûteux ; car d'une part, le ministère d'avoué n'existe pas et c'est l'avocat qui exerce, en même temps, le rôle d'avoué et d'avocat et, de plus, le recours aux officiers ministériels n'est pas indispensable et obligatoire. Enfin, l'Etat ne frappe pas

de droits fiscaux nombreux et élevés les actes de procédure.

Les frais de la justice en Iran ne sont pas très coûteux, mais, malgré cela, le législateur pour protéger les indigents, suivant la loi 25 Aban 1310 (1930), a organisé l'assistance judiciaire pour qu'ils puissent faire valoir leur droit devant la justice.

SECTION V. — *Principe de la séparation des juridictions de droit commun et d'exception*

Les tribunaux qui tranchent les litiges entre les particuliers et rendent la justice sont divisés en tribunaux de droit commun et tribunaux d'exception. C'est la tradition et les lois qui faisaient cette distinction en droit français ; la loi du 16 août 1790 a maintenu ce principe de l'ancienne jurisprudence.

D'abord, voyons la définition de chacune des deux sortes de tribunaux, après examinons les différences qu'il y a entre ces deux catégories de juridiction. Enfin, envisageons les avantages et les inconvénients de chacun d'eux.

La définition. — On peut définir les tribunaux de droit commun des tribunaux qui peuvent juger les affaires qui ne leur sont pas enlevées par la loi. Ils ont une compétence de principe, c'est-à-dire il

suffit qu'un texte exprès d'une loi ne l'interdise pas pour qu'ils puissent juger les affaires qui leur sont soumises. Au contraire, pour les tribunaux d'exception, il faut un texte exprès les autorisant à se saisir d'une affaire déterminée.

Sans la permission de la loi, ils ne sont pas compétents pour recevoir et juger les contestations soumises à leurs juridictions ; ces tribunaux sont les justices de paix, les Conseils de prud'hommes et les tribunaux de Commerce.

M. le Professeur Solus énumérait entre ces deux sortes de tribunaux, quatre différences que nous allons citer ici brièvement. Signalons que les deux différences suivantes sont les conséquences de la définition que nous avons donnée ci-dessus.

1. Les tribunaux du droit commun ont une compétence de principe.

2. Les tribunaux d'exception n'ont pas la plénitude de juridiction, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent statuer que sur les affaires pour lesquelles ils sont autorisés par la loi.

3. Les tribunaux de droit commun peuvent juger les difficultés d'exécution de leurs jugements ; au contraire, les tribunaux d'exception ne sont pas juges des difficultés d'exécution des jugements qu'ils ont rendu. Ce sont les tribunaux de droit commun qui doivent résoudre ces difficultés.

4. La procédure devant ces deux catégories de juridiction n'est pas semblable comme souvent des tribunaux d'exception qui sont organisés afin d'avoir une justice plus rapide et moins coûteuse ; la procédure devant ces tribunaux est très simple.

En ce qui concerne la raison d'être des tribunaux d'exception, ses partisans raisonnent ainsi aux avantages qu'ils peuvent procurer aux justiciables et à l'Etat. Ils disent que par nature, les affaires portées devant ces tribunaux nécessitent des juges ayant des connaissances techniques et que les juges des tribunaux de droit commun n'ont pas ces connaissances.

Par exemple : dans les affaires commerciales, les juges civils ne peuvent avoir les mêmes connaissances que les juges commerçants. Un autre avantage, c'est que ces tribunaux sont plus près des justiciables, et ce rapprochement, surtout pour les litiges de peu d'importance, diminuent beaucoup les frais de justice. Enfin, on invoque la rapidité que procurent ces tribunaux en vue de trancher les litiges.

Au point de vue de l'Etat, ces tribunaux procurent une économie de budget, car, sauf les juges de paix, l'Etat ne paye pas les juges des tribunaux de Commerce et ceux des Conseils de Prud'hommes.

D'un autre côté, les adversaires des tribunaux

d'exception invoquent les inconvénients de ceux-ci : ils disent que l'existence de ces tribunaux est une source de conflits de compétence, que plus leur nombre augmente, plus les plaideurs ont de difficulté pour connaître devant quel tribunal ils doivent porter leurs affaires. Au surplus, ils menacent l'unité judiciaire et même politique du pays, et ils accentuent davantage la divergence et l'antagonisme qu'il y a entre les différentes classes du peuple. L'existence même de ces tribunaux est contraire à l'esprit des lois révolutionnaires qui avaient aboli les anciennes prérogatives de classes.

Nous reviendrons sur cette discussion intéressante dans la troisième partie de cet ouvrage en parlant des tribunaux de commerce.

En Iran, le principe de la séparation des tribunaux de droit commun et des tribunaux d'exception a été posé par le code organique du 22 Chaban 1329 de l'Hégire (1907) et maintenu par le nouveau code organique de Tir 1307 (1929).

L'article premier de l'ancien code organique dit que : « Les tribunaux de la justice sont de deux sortes : les tribunaux de droit commun et les tribunaux d'exception ». L'article II donne la définition des tribunaux de droit commun, la dernière partie de cet article divise les tribunaux en deux degrés : les tribunaux de première instance et les cours d'appel. L'article III déclare que pour éviter l'encom-

brement des affaires aux tribunaux de première instance, les justices de paix sont organisées, et enfin l'article 4 concerne la définition des tribunaux d'exception et donne l'exemple de ces tribunaux : les tribunaux de commerce, les tribunaux militaires.

La définition de ces deux catégories de juridiction donnée par l'ancien code ainsi que par le nouveau est la même que celle que nous avons décrite plus haut, c'est pourquoi nous n'avons pas besoin de la répéter.

En ce qui concerne la différence entre ces tribunaux, il y a une divergence entre nos lois et celles de France. Nous savons que, suivant les lois françaises, les tribunaux d'exception ne sont pas juges des difficultés d'exécution de leurs jugements et ce sont les tribunaux de droit commun qui doivent résoudre ces difficultés. Mais d'après les articles 615, 618 et 619 de notre code de procédure civile, le tribunal qui a jugé l'affaire doit juger aussi les difficultés surgies à propos de l'exécution de son jugement et par conséquent les tribunaux d'exception sont juges des difficultés de leurs jugements. D'après nous, cette méthode s'accorde mieux au besoin d'avoir une justice plus rapide qui est le but de l'organisation des tribunaux d'exception. D'autre part, le tribunal qui a rendu le jugement est sans doute plus compétent pour juger et résoudre les difficultés de son jugement qu'un autre tribu-

nal, surtout quand les juges des tribunaux d'exception, comme en Iran, sont des magistrats de carrière.

Les tribunaux de Commerce étaient suivant l'ancien code organique des tribunaux d'exception, mais la nouvelle loi a supprimé ces tribunaux et ce sont les tribunaux de première instance qui jugent les affaires commerciales selon une procédure spéciale. C'est pourquoi il n'y a pas, chez nous, beaucoup de tribunaux d'exception, et on a évité, par cette mesure, les conflits de compétence et les inconvénients que nous avons cités plus haut en raison de l'augmentation du nombre de ces tribunaux.

Signalons qu'on ne peut pas compter chez nous sur l'avantage de l'économie budgétaire des tribunaux d'exception, parce que ces tribunaux ne sont pas nombreux. Les Conseils de Prud'hommes ne sont pas organisés en Iran, et les tribunaux de commerce alors qu'ils existaient, comme nous verrons plus tard, se composaient d'un magistrat de carrière et deux juges commerçants. Par conséquent, les économies qui auraient pu être effectuées n'étaient pas considérables.

SECTION VI. — *Principe de double degré de juridiction*

En France, ce principe existait sous l'ancien régime. Il fut maintenu par la Révolution. Mais l'idée du droit d'appel se différencie dans les deux régimes. L'idée dominante du droit d'appel sous l'ancien régime avait pour base la hiérarchie judiciaire. Ce fut une arme puissante entre les mains du Roi, pour soumettre les justices seigneuriales aux tribunaux royaux. D'où l'abus du droit d'appel sous l'ancien régime, car on pouvait appeler indéfiniment tant qu'il y avait un tribunal supérieur ; sous ce régime on peut dire qu'un procès était interminable, si l'une des parties voulait profiter de son droit d'appel.

L'idée dominante et essentielle du principe du double degré de juridiction consacré par la Révolution est que l'appel est une garantie de la bonne justice. L'Assemblée Constituante admit un seul appel et dans un court délai. Le décret du 1^{er} mai 1790 dit : « il y aura deux degrés de juridiction en matière civile, sauf les exceptions particulières ».

L'idée de droit d'appel se justifie par ce fait que le juge qui statue en première instance peut commettre une erreur ou une injustice ; pour réparer

ces erreurs, il est nécessaire que son jugement soit susceptible d'appel. Une autre raison invoquée en faveur du double degrés de juridiction c'est que le juge de première instance, sachant que son jugement est susceptible d'être examiné une seconde fois par un tribunal supérieur, juge avec plus d'attention.

D'autre part, le plaideur qui n'a pas fait valoir tous ses moyens de défense, ou qui s'est trompé dans sa défense, doit avoir un recours et c'est en faisant appel qu'il peut réparer son erreur.

Les adversaires de ce principe disent que le droit d'appel est une cause de lenteur de la justice, et qu'en outre, l'appel pouvait aboutir à réformer un jugement bien fondé et à le remplacer par un autre moins bon, ou mauvais. Il peut arriver, évidemment, qu'une bonne décision soit infirmée en appel. Mais si le tribunal d'appel est composé de magistrats plus instruits et plus expérimentés, ses décisions sont en principe meilleures que celles des premiers juges.

Il faut se rendre compte aussi que les juges d'appel examinent une affaire déjà étudiée et élucidée en première instance, leur tâche est plus facile, et il y a plus de chance que les décisions rendues en appel soient meilleures que celles des premiers juges.

L'appel doit être porté devant une juridiction

supérieure à celle qui a rendu le jugement, afin que son institution soit la garantie d'une bonne justice. C'est par cette considération que la loi de l'an VIII change le système établi par l'Assemblée Constituante (11), et revint aux tribunaux supérieurs d'appel composés de magistrats plus nombreux, plus expérimentés et plus éloignés du milieu dans lequel le procès est né et où les plaideurs ont leurs intérêts.

*Restriction au principe du double degré
de juridiction*

Ce principe n'est pas absolu, c'est-à-dire que tous les jugements ne sont pas susceptibles d'appel. Le législateur n'admet pas pour tous les procès deux degrés de juridiction ; ces procès sont ceux qui ont peu d'importance. On a critiqué cette restriction en disant que c'est une atteinte au principe lui-même qui veut que tous les citoyens, pour tous les procès, même les moins importants, peuvent profiter du droit d'appel et aient une justice complète. L'importance d'un procès n'est pas mesurée à sa seule

(11) Par la loi du 16 août 1790 l'appel des jugements des tribunaux de district a été porté devant les tribunaux de districts voisins, par conséquent le tribunal d'appel avait le même degré qu'un tribunal de première instance.

valeur, un procès modique peut présenter pour celui qu'il intéresse une grande considération.

Cette thèse bien fondée et très logique n'est pas adoptée pourtant par des nombreux pays, c'est ainsi qu'en droit français, le principe de double degré de juridiction n'est pas admis pour tous les procès. La raison de cette explication c'est que les frais de justice ne sont pas proportionnés aux procès de peu d'importance.

Dans bein des cas, les frais de l'appel dépasseraient la valeur de l'objet litigieux ; d'autre part, on a considéré que souvent les litiges de peu d'importance sont plus faciles à juger et n'ont pas besoin d'un mécanisme aussi compliqué que les procès importants. Suivant cette thèse, les tribunaux, jusqu'à certain taux qui varie selon les différentes lois, peuvent juger en dernier ressort, c'est-à-dire que leurs jugements ne sont pas susceptibles d'appel.

D'après la loi de 1810, le juge de paix pouvait juger en dernier ressort jusqu'à trois cents francs ; ce taux a été augmenté successivement par les lois, et actuellement, par un décret de 1934, le juge de paix est compétent en dernier ressort jusqu'à quinze cents francs. M. le Professeur Solus a donné dans son cours un tableau complet des variations du taux de dernier ressort des différents tribunaux (12).

En pratique, on a trouvé un moyen ingénieux

(12) Voir cours de proc. civ. 1936-37 de M. le Professeur Solus, p. 43.

d'appliquer le principe de double degré de juridiction aux procès qui, d'après leur taux, devaient être jugés en dernier ressort. Nous savons que, d'après le code de procédure civil français, les jugements rendus à propos des demandes indéterminées sont susceptibles d'appel. En pratique, on transforme la demande soit dans les conclusions aux tribunaux civils, soit dans l'exploit de l'assignation aux tribunaux de commerce, en une demande indéterminée alors que le taux de la demande serait inférieur au chiffre d'appel. Cette transformation se réalise en demandant au tribunal « la condamnation de l'adversaire en tous les dépens de l'instance, dans lesquels entreront en tant que besoin à titre de dommages et intérêts tous droits d'enregistrement des pièces, doubles droits et amendes pouvant être dus à leur sujet » (13).

De cette façon, on transforme la demande en une demande indéterminée, car le montant des droits exigés à titre de dommages et intérêts n'est pas connu et fixé au moment où la demande est lancée. Cette pratique est confirmée par la jurisprudence.

Mais le décret-loi du 28 mars 1934, pour empêcher cette pratique, disposait dans son article 19 que : « pour fixer le taux de la compétence de toute juridiction, n'entreront en ligne de compte les droits, doubles droits, amendes de timbres et d'en-

(13) Cours de M. Solus, p. 44.

enregistrement perçus ou à percevoir à l'occasion de l'instance, sauf dans le cas où ils seraient demandés à titre de dommages et intérêts en réparation d'une faute précisée ».

On ne sait encore si le législateur a réussi par cet article d'empêcher la manœuvre des plaideurs qui transforment leurs demandes en demandes indéterminées, car « la faute précisée » n'est pas définie par l'article susmentionné, et cela dépend de l'interprétation que donnent les tribunaux à cette expression.

Le principe de double degré de juridiction en droit iranien

De ce que nous avons écrit dans la première partie de notre travail, nous savons que ce principe n'existait pas en Iran. Avant l'Islam, quoique nous n'ayons pas de données précises et détaillées en ce qui concerne les organisations judiciaires de notre pays, mais en nous appuyant sur ce qu'on peut dégager des paroles des historiens et des autres sources dont nous avons parlé, nous ne connaissons pas une institution qui applique le principe du double degré de juridiction.

Après l'Islam, sûrement, ce principe n'existait pas dans notre pays, car nos lois de procédure

étaient des lois islamiques et selon le principe de l'Islam les jugements des juges n'étaient pas susceptibles d'appel. C'est la révolution qui a établi, d'une façon certaine et claire, le principe du double degré de juridiction.

Ce principe a été posé par l'article 2 de l'ancien code organique de 1907. Cet article est ainsi conçu : « Les tribunaux de droit commun se divisent en deux degrés : 1° les tribunaux de première instance ; 2° les cours d'appel pour les cas déterminés. »

Ce principe est maintenu par le nouveau code organique du 27 Tir 1307 (1928). La dernière partie de l'article 3 de ce code déclare que : les tribunaux de droit commun sont à deux degrés :

Les tribunaux de première instance et les cours d'appel. Des articles du code de procédure civile aussi, on peut dégager ce principe :

Par exemple : l'article 5 de ce code dispose que « les procès seront jugés seulement en deux degrés dans les tribunaux judiciaires ».

La restriction portée à ce principe suivant notre code organique n'est pas aussi étendue que celle portée par les lois françaises. Suivant l'article 25 de notre code organique pour juger les affaires ayant une valeur de 20 tuman (400 francs), on a organisé des tribunaux spéciaux qui s'appellent les justices de paix communales. Ces tribunaux doivent juger

les litiges dont leur taux ne dépasse pas 20 tuman et leurs jugements ne sont pas susceptibles d'appel, ils jugeront aussi en dernier ressort.

En dernier temps, suivant l'article 15 de la loi du 6 Dimahe 1315 (1937), les juges de paix jugeront en dernier ressort les affaires mobilières dont leur taux ne dépasse pas 50 tuman (1.000 francs).

SECTION VII. — *Principe de collégialité des tribunaux*

Le tribunal peut être composé de plusieurs juges ou d'un juge unique.

Chacun des deux systèmes a ses partisans et ses adversaires qui soutiennent leur thèse en énumérant les avantages ou les inconvénients de l'un ou l'autre système.

Nous allons passer en revue les arguments des deux parties, et nous allons voir la composition des tribunaux en France et après, en Iran.

Ceux qui préfèrent la pluralité des juges, invoquent en faveur de leur thèse que quand le tribunal est composé de plusieurs juges, l'objet de litige sera mieux discuté en délibération ; chacun des membres du tribunal explique son opinion, les idées s'échangent et chacun peut profiter de la science et

de l'expérience de son collègue ; il en résulte un examen complet de la question. Bref, on dit que la pluralité des juges c'est une garantie de bonne justice.

D'autre part, on envisage que dans le système de collégialité, l'opinion de chaque juge est contrôlée par l'autre juge. Dans ce système, il est très difficile que tous les juges du tribunal se mettent d'accord pour favoriser l'une des parties au détriment de l'autre. Par ce système, l'impartialité des juges est complètement garantie.

Enfin, la dernière raison invoquée c'est que quand le tribunal est composé de plusieurs juges, chacun est plus libre de suivre son opinion, ayant moins à subir l'influence des plaideurs puissants ou l'impression de l'opinion publique.

La responsabilité sera partagée et la décision du litige est l'œuvre d'une collectivité ; personne ne sait la part que chacun y a prise et le juge sera à l'abri de la rancune des parties. Au contraire, dans le système de juge unique, la sentence est rendue par un seul juge ; c'est lui qui a seul la responsabilité, et c'est à lui que vont les haines et les rancunes des plaideurs. On dit que les jugements rendus par plusieurs juges sont mieux acceptés par le public.

Les partisans de juge unique ne manquent pas

aussi d'invoquer de bons arguments. Ils font valoir que le nombre de juges n'est pas, à lui seul, une garantie de bonne justice. Dans le système de collégialité, puisque la décision est anonyme, chacun compte sur l'autre, la responsabilité est diffusée et dispersée, tandis que le juge unique fait un effort plus grand pour bien juger et, comme c'est lui seul qui est responsable, il y mettra plus d'attention et de prudence. Un autre avantage c'est que, dans le système de juge unique, l'Etat aura besoin de moins de magistrats et il pourra les payer davantage et en recruter de plus compétents. D'autre part, quand ils sont mieux payés, les juges seront plus indépendants. On cite comme exemple l'Angleterre où les juges ne sont pas nombreux mais sont payés davantage. Le système de juge unique est en vigueur dans ce pays.

A notre avis, on peut compter un autre avantage en faveur de juge unique ; cet avantage consiste en ce que, avec le juge unique, les affaires passent plus vite que dans le système de collégialité. Le système du juge unique convient mieux pour obtenir une justice plus rapide.

En France, selon la tradition et suivant le tempérament prompt à la critique et à la suspicion, comme l'explique M. le Professeur Solus dans son cours, le système de collégialité est en faveur. Notons que dans chaque pays les principes et les con-

ceptions doivent s'appliquer aux mœurs, aux habitudes, à la tradition des habitants du pays.

C'est pour cela que le système de juge unique fonctionne bien en Angleterre, tandis qu'en France l'opinion publique n'est pas favorable à ce système. C'est pourquoi les tentatives de réforme et les projets d'introduire le juge unique aux tribunaux de première instance n'ont pas réussi. En France, sauf les justices de paix, les tribunaux sont composés de plusieurs juges. Le tribunal de première instance est composé de trois juges ainsi que le tribunal de commerce. La cour d'appel était, il y a quelques années, composée de cinq conseillers, ramenés actuellement à trois.

Quant à l'Iran, comme nous l'avons vu dans la première partie, la tradition était toujours le système de juge unique. Avant l'Islam, rendre la justice était un des devoirs les plus importants des rois ; ils rendaient leur jugement seuls, ou s'ils consultaient parfois les autres, c'étaient eux seuls qui prenaient la décision.

Il en était de même pour ses délégués dans les provinces. Après que les Persans se furent convertis à l'Islam, les procès ont été jugés par un seul juge, suivant les conceptions islamiques.

Cet état de choses a duré jusqu'à la Révolution, mais après 1907, le code organique mit en vigueur

en Iran le système de la collégialité. Les tribunaux de première instance étaient composés de trois et les cours d'appel de quatre juges, mais ce système était contraire à la tradition et aux mœurs des habitants et fut la cause d'une lenteur des rouages de la justice. C'est pourquoi, dans les réformes judiciaires de 1928, on revint au système de juge unique. Depuis ce moment, les tribunaux de première instance furent constitués par un seul juge et avec cette mesure on a pu obtenir une justice plus rapide. Mais on a gardé la pluralité des juges dans l'organisation des cours d'appel.

Nous reviendrons plus loin sur tous ces sujets quand nous parlerons de la composition des tribunaux.

SECTION VIII. — *Principe du jury civil*

L'Assemblée de 1790 n'a pas admis les jurés au civil. Cependant le jury civil avait des partisans très ardents qui invoquaient les raisons suivantes en faveur de leur thèse :

Ils font valoir d'abord l'avantage d'un jury pour une justice impartiale.

Les jurés jugeront tout ce qui concerne les questions de fait, ils les jugeront mieux que les ju-

ristes ; leurs décisions sont mieux acceptées par l'opinion publique, ils jugeront au point de vue humain, et non au point de vue du droit. Ils seront plus libres que les magistrats professionnels pour rendre la justice. D'autre part, dans les pays où les magistrats sont nommés par le pouvoir exécutif, l'établissement des jurés auprès des tribunaux civils contre-balance ce dernier pouvoir. Il n'est pas inutile de citer un passage écrit par J. Picot : « Quand les magistrats issus d'une délégation supérieure sont nommés par une puissance en lutte avec la nation et ne tenant pas d'elle ses pouvoirs, le peuple réclame sa part dans l'administration de la justice et veut placer des jurés auprès des juges pour contre-balancer leur pouvoir » (14).

Une autre raison en faveur des jurés au civil c'est qu'ils sont élus pour juger une affaire pour une seule fois, par conséquent, ils n'espèrent rien et ne redoutent rien, ils ne sont pas impressionnés par l'influence des pouvoirs publics ou des parties puissantes ; les partisans de jury civil invoquent encore les bons résultats des jurés en matière répressive.

Enfin, comme J. Picot l'a écrit, certaines personnes sont prêtes à dire que : « plus un magistrat

(14) J. Picot, La réforme judiciaire en France, p. 180.

juge, moins il est bon » (15), et pour cela on préfère les jurés aux juges de carrière pour juger les questions de fait.

Quelle que soit la valeur de ces arguments, la Constituante a repoussé la proposition d'établir le jury civil, et le résultat des autres propositions de l'an II et en 1848 ne fut pas plus heureux que la première.

L'idée du jury en France s'inspire de l'exemple de l'Angleterre et de certains pays d'Amérique.

Nous savons que le jury seulement juge les questions de fait, et que la question de droit et l'application des lois seraient appréciées toujours par les juges. Dans les procès civils, il est très délicat de séparer ces deux questions l'une de l'autre.

Pour les jurés, il est très difficile de distinguer entre le droit et le fait et de ne prononcer que sur les faits. Par exemple : Quand il s'agit de la validité ou de l'interprétation d'un contrat, on ne peut dégager le fait de ses caractères juridiques ; ici, l'appréciation du fait ne peut se faire qu'avec la connaissance du droit. Ce n'est pas ainsi en matière criminelle, la séparation entre le fait et le droit est très facile, et par conséquent les jurés peuvent facilement apprécier le fait et les juges le droit.

D'autre part, le jury n'est pas conciliable avec

(15) J. Picot, La réforme judiciaire en France, p. 259

le système de preuve en matière civile ; le système de preuve prévu par le code civil et le code de procédure est très compliqué et formaliste ; il est impossible d'avoir, d'une part, le système légal de preuve et, d'autre part, le jury qui statue suivant sa conviction intime, et sans donner de motifs. Il faut ajouter qu'on ne peut aisément concilier le droit d'appel et le jury civil, car, comme nous venons de le dire, les décisions de jury ne sont pas motivées. La perspective de voir naître la preuve testimoniale que le droit moderne a restreint est une autre cause pour écarter le jury des tribunaux civils.

Enfin, une autre objection c'est que le jury civil n'offre pas la garantie d'une bonne justice dans les affaires civiles qui deviennent de plus en plus complexes et difficiles ; il n'est pas suffisant d'être honnête et d'avoir du bon sens, il faut avoir l'expérience des affaires, la connaissance des lois et la pratique judiciaire.

Rappelons à ce propos ce qu'a écrit un auteur américain, M. Kuhn, et que M. le Professeur Solus a cité dans son cours (16). Cet auteur écrit : « Il n'y a pas de sélection du fait de l'élection des jurés. Fréquemment, des individus à intelligence limitée ont à juger des cas qu'ils sont absolument incapables de trancher. Aucun système d'administration

(16) Passage écrit dans le cours de M. Solus, p. 51.

des preuves, si finement conçu qu'il soit, ne peut transformer en quelques heures douze fous en douze sages. »

C'est pour les considérations susmentionnées que le législateur en Iran n'a pas introduit le système des jurés auprès de nos tribunaux civils. Suivant nos lois, même en matière répressive et tant auprès des tribunaux correctionnels qu'en cour d'assises, le jury n'existe pas. A notre avis, ce n'est pas indispensable d'établir le système de jury surtout en matière civile. Les juges de carrière qui ont de l'expérience sont plus compétents pour retrancher les litiges que toutes autres personnes.

SECTION IX. — *La justice ambulante et la justice sédentaire*

La question de savoir si les juges doivent être ambulants ou sédentaires a pris des formes différentes en France.

Avant la Révolution, les rois avaient coutume d'envoyer dans les provinces des délégués pour contrôler les tribunaux seigneuriaux. La Révolution abolit cette institution, et le caractère sédentaire des tribunaux fut établi en France.

Cependant, par la loi de 1896, on a établi le système de délégation des magistrats. Le président

de la cour d'appel fut autorisé à envoyer des juges suppléants pour remplacer les magistrats momentanément absents.

Ce système de délégation d'un juge auprès d'une juridiction incomplète fut étendu par les lois de 1919, 1930 et 1934. On a critiqué beaucoup la délégation des magistrats, on lui fait le reproche que le juge délégué ne peut s'intéresser aux affaires qu'il doit juger, qu'il n'a souvent même pas le temps de voir le dossier et d'en discuter avec ses collègues. Les économies attendues n'ont pu être réalisées, car il faut payer aux magistrats délégués des indemnités de déplacement et de séjour.

En Iran, les juges sont sédentaires ; toutefois, en 1927, au moment de la réorganisation des tribunaux judiciaires, et de l'institution du système de juge unique, on a tenté d'organiser des tribunaux ambulants.

Trois tribunaux ambulants furent constitués dans la circonscription de Téhéran, et provisoirement ils étaient chargés de juger les affaires qui étaient restées sans solution avant cette nouvelle organisation. Mais lorsque les tribunaux eurent fini leur travail, un décret les changea en tribunal sédentaire et la réforme ne se réalisa pas.

SECTION X. — *La permanence de la justice*

En Iran, comme en France, la justice est permanente.

Ce principe est absolu chez nous, c'est-à-dire que pendant toute l'année les tribunaux ne vaguent pas. Il n'y a pas comme en France des vacances judiciaires, seulement, le vendredi et les jours fériés, les audiences n'ont pas lieu. A notre avis, nous n'avons pas besoin d'établir de vacances judiciaires dans notre pays, car ces vacances seraient une cause de lenteur et notre but est au contraire de rattraper le temps perdu.

Avec l'étude des principes généraux de notre organisation judiciaire comparée à celle de la France, nous avons terminé la deuxième partie de notre travail. Dans une troisième partie, nous allons examiner l'organisation et la composition des diverses juridictions.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES JURIDICTIONS

Nous étudierons la composition et le fonctionnement des juridictions civiles. D'abord nous allons envisager les tribunaux de droit commun, puis les tribunaux d'exception. Ensuite nous parlerons de la Cour de Cassation. Enfin nous passerons en revue l'arbitrage et l'évolution de cette institution dans les différentes périodes.

Nous traitons premièrement de la composition et du fonctionnement de nos juridictions, et s'il y a une différence entre les nôtres et ceux de la France nous le spécifierons.

SECTION I. — *Les tribunaux civils de première instance suivant l'ancien code organique*

Les tribunaux civils ont été créés par l'ancien code organique du 22 Chaban 1322 de l'hégire

(1911). L'article 37 de ce code fixe la composition de ces tribunaux. Selon cet article chaque chambre devait être composée d'un président et de deux juges. Les tribunaux qui avaient plus d'une chambre comprenaient : un premier président, un vice-président, et au moins deux juges pour chaque chambre. Les tribunaux de première instance ont été divisés en trois classes suivant la population de la ville où ils siégeaient. Mais cette division n'avait d'importance que pour la classe et le traitement des juges. Auprès de chaque tribunal il y avait un juge d'instruction. Il pouvait y avoir des juges suppléants pour compléter le cas échéant le tribunal. La division des chambres en chambres civiles et en correctionnelles était soumise à l'approbation du Ministre de la Justice, ainsi que le nombre des tribunaux. Il pouvait les diminuer ou les augmenter selon les circonstances et les besoins du pays. Dans la ville où le tribunal de commerce n'était pas constitué, c'était le tribunal civil qui jugeait les affaires commerciales.

Par cette description très sommaire de nos tribunaux de première instance suivant les dispositions de l'ancien code organique, nous voyons qu'il y avait beaucoup de similitude entre la composition de nos tribunaux et ceux de la France.

Les différences concernant leur composition :

D'abord le système de délégation établi en France par la loi de 1919 et de 1934 permettait aux juges d'une ville de compléter le tribunal d'une autre ville, n'ayant pas le nombre de juges suffisant par siège, n'était pas permis par nos lois. D'autre part, on ne pouvait appeler un avocat ou un juge de paix pour compléter les tribunaux civils, comme on le fait en France. Toutefois, selon l'article 76, on peut y inviter un juge supplémentaire ou un juge d'instruction.

Citons encore une autre différence. En France, suivant les dispositions légales, la présence du Ministère Public à l'audience des tribunaux civils est toujours nécessaire, tandis que chez nous ce n'est pas obligatoire, le tribunal peut siéger à l'audience hors la présence du ministère public, sauf les cas prévus par la loi.

Division en chambres. — Le fonctionnement.

Les Tribunaux importants étaient divisés en plusieurs chambres. La première chambre était présidée par le Premier Président qui pouvait présider une quelconque des chambres de son tribunal. Les autres chambres étaient présidées par les vice-présidents.

Répartition des Affaires.

Selon la disposition de l'article 81 de l'ancien code organique, c'était le président qui distribuait les affaires entre les chambres. Mais suivant l'article 82, les procès concernant l'Etat, les institutions publiques et les œuvres pieuses devaient être jugées par la chambre présidée par le président lui-même.

Le Roulement.

L'article 79 décidait que chaque année les magistrats devaient siéger successivement dans les diverses chambres, de telle sorte que les membres de chaque chambre ne devront pas rester plus d'un an ensemble et avec le même président. Ce roulement était fixé dans l'assemblée générale du Tribunal, et était exécuté après l'approbation du Ministre de la Justice. Au point de vue de la complète expérience des juges et pour les initier à tous les genres d'affaires et au développement de la jurisprudence, ce roulement était très utile. M. le Professeur Solus signale dans son cours une autre utilité : par le roulement on peut empêcher qu'un juge plus influent, plus instruit, ne prenne un ascendant sur ses collègues, de sorte que ceux-ci soient sous l'influence de ce juge plus compétent. A notre avis, on peut y trouver un autre avantage ; par ce roulement on s'oppose à ce que les juges d'un tribunal s'intéres-

sent spécialement à un procès particulier, car la durée d'un procès dépassant parfois un an, et les juges seront changés à la fin de l'année.

Composition du tribunal à l'audience.

Pour siéger et rendre le jugement, le Tribunal civil devait comprendre au moins trois juges. Ils devaient délibérer et voter en nombre impair. En cas d'absence ou d'empêchement, le président sera remplacé par le juge le plus ancien (article 74). Comme nous l'avons dit plus haut, le ministère public n'est pas la partie intégrale du tribunal civil, c'est-à-dire que sa présence n'est pas nécessaire à l'audience.

L'assemblée générale.

Pour les affaires administratives et l'organisation intérieure, les tribunaux civils se réunissent sans publicité en Assemblée Générale sous la présidence du premier président (article 57). Dans ce cas, il ne s'agit pas de juridiction, mais de simple administration. Suivant les dispositions du code organique, il n'y avait pas de Chambre du Conseil, comme celle qui existe en France pour statuer en huis clos sur certaines affaires prévues par la loi

(ex. Conversion de la séparation de corps en divorce). Les audiences des tribunaux civils sont toujours ordinaires et souvent publiques, sauf dans les cas prévus par les lois, par exemple si la publicité est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Les attributions du Président du Tribunal.

Le premier président est le chef de ses Chambres. Il assure la marche du service et les surveille. Il est chargé de la répartition des affaires entre les Chambres, il préside les assemblées générales. Il surveille aussi les juges de paix de son ressort.

Le président, suivant notre code, n'a pas de pouvoir de juridiction propre, comme rendre des ordonnances sur référé. C'est le tribunal entier qui doit statuer et rendre des ordonnances sur n'importe quel genre d'affaire, tandis qu'en France le président (ou un juge) seul peut rendre des ordonnances sur référé. Près des tribunaux civils se trouve un procureur impérial, assisté d'un ou plusieurs substituts.

Nous avons montré l'organisation et le fonctionnement de nos tribunaux civils suivant notre ancien code organique, et nous allons étudier la composition de ces attributions après les réformes réalisées par la loi 1306 (1907) et les lois ultérieures.

SECTION II. — *L'organisation actuelle des tribunaux de première instance*

En 1907, pendant la réorganisation de la justice, on a changé la composition des tribunaux civils. Désormais, suivant l'article 33 du code organique, chaque tribunal se compose d'un seul juge. Quand le tribunal a plusieurs chambres, le juge de la première chambre est le premier président. Les attributions du premier président sont les mêmes que sous le régime de l'ancien code ; il préside les assemblées générales, il surveille toutes les parties du service et il distribue les affaires entre les chambres. Dans le système du juge unique, le roulement perd sa raison d'être et son utilité, par conséquent le changement annuel des juges n'a pas lieu. Autour de ces tribunaux, il y a des juges suppléants pour remplacer le juge d'un tribunal en cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci.

Ce système donne des résultats très heureux ; grâce au juge unique on peut réaliser des économies budgétaires et établir des tribunaux dans toutes les parties du pays, de telle façon que les juridictions soient plus rapprochées des justiciables. La justice ne souffre plus des lenteurs dont elle souffrait sous le régime de l'ancien code.

J'ai étudié moi-même de près les tribunaux civils lorsqu'ils étaient composés de plusieurs juges et depuis qu'ils sont composés d'un seul juge. Je sais bien la différence qu'il y a entre ces deux systèmes au point de vue de la rapidité et même de la prudence et de l'attention des juges uniques. Dans le système de collégialité chacun comptait sur son collègue et certains juges participaient à rendre un jugement et signaient la sentence sans savoir le détail du procès ni les preuves invoquées par chacune des deux parties. En pratique, dans un tribunal qui possédait plusieurs juges, c'était l'un d'entre eux qui, par son instruction et par sa capacité, prenait la décision, ses collègues le suivaient immédiatement. Si l'accord n'avait pas lieu entre les membres d'un tribunal, de longues discussions s'engageaient inutilement au détriment des justiciables qui souffraient des lenteurs de cette justice. A notre avis, aucune objection n'est bien fondée pour détruire ce système du juge unique. Comme nous l'avons dit dans la deuxième partie, le juge unique qui supporte toute la responsabilité de son jugement est plus prudent et a plus de soins pour prendre une décision que les juges d'un tribunal qui souvent par leur jugement anonyme, compte l'un sur l'autre, rejetant la responsabilité sur son collègue. Malheureusement faute de temps nous n'avons pas préparé une statistique qui montre que les jugements ren-

des par les juges uniques ne sont pas plus infirmés à la Cour d'appel, que les jugements des anciens tribunaux qui étaient composés de plusieurs juges.

Dans le système de juge unique avec un choix d'hommes de conscience, d'hommes de haute moralité bien instruits, qui ont une connaissance juridique profonde pour exercer la fonction de juge, on aura la garantie d'avoir une bonne justice, des juges indépendants et impartiaux.

Nous voyons que dans les pays où l'on est très attaché au principe de la collégialité des juges, comme la France, on admet dans plusieurs cas ce système de juge unique pour profiter de ses avantages. Ainsi le président du tribunal est le seul juge des référés et le décret-loi de 1934 aboutit pratiquement à adopter le système du juge unique, car dans le système de délégation en réalité c'est le juge résident qui juge seul et les deux magistrats qui arrivent juste pour l'audience n'auront aucune connaissance des affaires du tribunal.

Finissons l'étude de l'organisation de nos tribunaux de première instance, en disant que sui-

(1) Suivant le décret-loi du 28 mars 1934, 87 tribunaux civils ont un seul juge résident, et pour assurer le service, chaque tribunal sera complété par deux juges qui viendront du tribunal voisin. M. Solus, p. 62.

vant notre tradition, selon nos habitudes et en se rendant compte des résultats donnés, au point de vue de la rapidité et d'une bonne administration de la justice, une des meilleures réformes réalisées par la loi de 1907, c'est l'établissement du système de juge unique pour nos tribunaux civils.

SECTION III. — *Les Cours d'Appel*

Les Cours d'Appel ont été créées par les lois constitutionnelles. L'article 86 du supplément de loi constitutionnelle dispose : « dans chaque chef-lieu de province sera établie une Cour d'Appel. En Iran il y a huit Cours d'Appel, ayant chacune une circonscription qui correspond au ressort de plusieurs tribunaux de première instance.

Composition.

Chaque Cour d'Appel peut avoir une ou plusieurs Chambres ; quand les Chambres sont nombreuses, la Cour a un premier président, qui préside ordinairement la première chambre. Un vice-président est nommé pour chaque chambre. Suivant l'article 46 du Code organique de Zelghade 1329 de l'hégire (1911), chaque chambre est composée d'un président et de trois conseillers. Un de ces conseillers sera tour à tour rapporteur d'un dossier, il ne

participera pas aux délibérations et au jugement. Ce nombre a été réduit à deux conseillers selon le nouveau code organique de 1307 (1932), que nous allons voir un peu plus loin. Le nombre des chambres de chaque Cour d'Appel est soumis à l'appréciation du Ministre de la Justice et à l'approbation de la Chambre.

Près de chaque Cour d'Appel se trouve un Procureur Général, assisté d'un ou plusieurs avocats généraux, soit un avocat général pour chaque chambre. Chaque Cour a aussi un greffier et des commis greffiers suivant les besoins de la Cour.

Audience de la Cour d'Appel.

Pour qu'une audience soit valablement tenue, suivant l'ancien Code organique, il fallait que le tribunal soit composé au moins de trois magistrats ; en tout cas, le nombre des juges devait être impair lors de la délibération et du vote. Mais selon la nouvelle loi, le tribunal peut être composé de deux magistrats.

Remplacement.

En cas d'empêchement d'un des Conseillers qui devaient assister à l'audience, on appelle un Conseiller d'une autre Chambre, ou un juge suppléant. Contrairement aux tribunaux civils, on ne peut pas

appeler un juge d'instruction pour compléter le tribunal d'appel. On ne peut jamais appeler un avocat ou un ayoué comme en France pour compléter le Tribunal. Si le président est empêché il sera remplacé par un Conseiller de la même Chambre suivant l'ordre de l'ancienneté. En cas d'empêchement du premier président par ses affaires administratives, il sera remplacé par les plus anciens des vice-présidents.

Assemblée générale.

Pour examiner des questions d'organisation intérieure, la Cour d'Appel peut se réunir en assemblée générale. Cette assemblée n'est pas publique, elle a un caractère administratif et non judiciaire. La composition de l'assemblée générale a été déterminée par l'article 50 de l'ancien Code organique. Suivant cet article, l'assemblée doit être composée au moins des deux tiers de tous les Conseillers, et en nombre impair. Le procureur général peut assister à la séance de l'assemblée. Contrairement à l'organisation française, il n'y a ni audiences solennelles (2), ni Chambre du Conseil à la Cour d'appel.

(2) L'audience solennelle se constitue pour certaines affaires graves comme prise à partie, renvoi après Cassation suivant le décret-loi du 25 juin 1934. La Chambre de la Cour d'appel constituée pour l'audience solennelle doit être composée de cinq magistrats (président compris) et les conseillers sont en robe rouge. Cours de M. Solus, p. 67.

Les audiences sont toutes ordinaires et publiques sauf les cas prévus par la loi.

Attributions du Premier Président.

Le Premier Président est le chef de la Cour ; il surveille le service judiciaire des Chambres de la Cour et des tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'Appel. Il distribue les affaires entre les Chambres ; il préside à l'assemblée générale.

Suivant l'art. 17 de l'ancien code de procédure civile, il présidait le tribunal mixte pour juger les conflits entre les tribunaux judiciaires et les tribunaux de contentieux. Ce tribunal était composé du premier président et trois conseillers à la Cour d'appel, du gouverneur et de deux directeurs provinciaux, choisis par ancienneté (3). Il doit donner son avis sur les demandes d'avancement des Conseillers à la Cour d'Appel, des vices-présidents des Chambres ainsi que les juges de tribunaux de première instance de son ressort.

La composition actuelle des Cours d'appel.

De ce que nous avons expliqué, selon l'ancien code organique et les lois ultérieures, il résulte que

(3) Cet article a été abrogé par la loi de 1312 (1933).

les Cours d'appel se composaient toujours de plusieurs juges. En cas de délibération et de vote, le nombre des juges devait être au moins de trois. Cet état de choses dura jusqu'au 26 Mehre 1311 (1932). Une loi fut votée et promulguée à cette date, disant que la Cour d'Appel, pour statuer sur l'appel des jugements des tribunaux civils, et correctionnels, peut se composer de deux magistrats. En cas de partage on appellera un autre Conseiller qui interviendra seulement pour résoudre la question qui aboutit au partage d'opinion entre ses deux collègues.

La composition du tribunal d'appel par deux magistrats est facultative, selon la loi précitée, mais en pratique, le tribunal se compose toujours de deux magistrats.

A notre avis, cette réforme du législateur est contre une bonne administration de la justice et contre le principe du double degré de juridiction. Nous allons envisager les inconvénients de ce système.

1. — Nous savons que suivant la conception du droit moderne, l'appel est une garantie de bonne justice, et non seulement une conséquence de la hiérarchie judiciaire. Pour assurer ce principe, il faut que l'appel soit porté devant une juridiction composée de juges plus nombreux, plus instruits et plus expérimentés que les juges de première instance. Avec la nouvelle loi, en réalité, le jugement

est rendu par un seul juge. Quand le tribunal est composé de deux magistrats, ils sont ou d'accord, ou il y a partage d'opinion entre eux. Dans le premier cas, un des juges est plus instruit, plus fort dans les questions juridiques que l'autre, c'est donc lui qui prend un ascendant sur son collègue et c'est l'opinion de celui-ci qui l'emporte sur l'autre ; ainsi, la décision du tribunal est prise toujours par un seul magistrat.

Dans la deuxième hypothèse, c'est-à-dire en cas de divergence, on a recours à un autre conseiller, mais quelle connaissance aura le nouvel arrivant de l'affaire, s'il n'a pas participé à la marche du procès, s'il n'a aucune idée du dossier de cette affaire ? Instantanément, il suivra l'opinion de l'un de ses collègues et en réalité l'arrêt de la Cour d'appel sera rendu par un seul juge.

2. — Cette réforme comprend à la fois les inconvénients du système du juge unique et celui de collégialité. Comme nous venons de l'expliquer avec ce tribunal composé de deux magistrats, en vérité c'est le système du juge unique *qui est établi à la Cour d'appel*. Nous savons déjà les critiques adressées au principe de ce système. D'autre part, comme le tribunal est composé de deux magistrats, en cas de partage on est obligé d'arrêter la marche du procès, et même parfois d'ajourner l'audience pour ap-

peler un autre Conseiller. C'est une raison de lenteur au détriment des justiciables.

3. — On peut penser que c'est sous l'empire des considérations budgétaires que le législateur a réduit le nombre des magistrats du tribunal d'appel à deux. A notre avis, même si le but de la réforme était une question pécuniaire, l'Etat ne pourrait réellement pas ainsi réaliser une économie de budget vraiment importante. En considérant que les Cours d'appel ne sont pas nombreuses et qu'avec cette nouvelle organisation, on est obligé d'avoir des juges suppléants auprès de ces tribunaux, on voit que les économies budgétaires sont pour ainsi dire insignifiantes.

Nous avons cherché l'origine de cette idée de notre législation de composer la Cour d'appel de deux magistrats et nous n'avons pas trouvé une semblable composition dans les autres pays. Prenons quelques exemples de l'organisation des Cours d'appel dans différents pays pour voir les façons de procéder des autres législations.

En France, à maintes reprises, on a diminué le nombre des magistrats à la Cour d'appel ; enfin, suivant le décret-loi 1934, pour pouvoir juger il faut qu'ils soient trois.

En Angleterre également, pour siéger il faut être trois conseillers. Voici ce qu'a raconté à ce pro-

pos le Comte de Franqueville dans un rapport intitulé « La magistrature anglaise » : « Les lords juges d'appel siègent constamment trois par trois, tandis que les magistrats de la division de chancellerie sont toujours seuls ; ceux de la division des divorces le sont presque constamment » (4).

En Allemagne, les chambres des tribunaux régionaux supérieurs, qui sont des Cours d'appel en France et chez nous, suivant l'article 124 du Code organique, rendent les arrêts au nombre de cinq juges y compris le président (5).

Suivant notre connaissance, les cours d'appel dans les autres pays sont composées de plusieurs et au moins de trois magistrats. Nous croyons que la composition nouvelle de nos Cours d'appel est une innovation de notre législateur.

Pour combler les lacunes de cette réforme dont nous avons parlé plus haut, la meilleure solution serait de revenir à l'ancien système, et de composer les tribunaux d'appel de trois juges au moins.

(4) Comte de Franqueville, La magistrature anglaise, p. 30.

(5) Code d'organisation judiciaire allemand traduit en français. I.V., p. 78.

CHAPITRE II

LES TRIBUNAUX D'EXCEPTION

SECTION I. — *Les justices de paix*

Les justices de paix ont été créées en Perse par le Code organique 1323 (1911). L'article 2 de ce Code, après la définition des tribunaux du droit commun, les divise en deux degrés : les tribunaux de première instance et les Cours d'appel. L'article 3 du même Code dit que pour faciliter la marche des affaires et pour éviter l'encombrement des procès aux tribunaux civils, on établit la justice de paix. D'après cet article, les justices de paix ne sont pas mentionnées comme tribunaux d'exception. Cette idée est maintenue par le nouveau Code organique de 1307 (1928), il n'y a pas un article spécial pour la justice de paix, seulement un alinéa de l'article 2 qui définit les tribunaux du droit commun prévoit l'établissement des justices de paix pour éviter l'encombrement des affaires aux tribunaux civils. Suivant nos lois, les conditions de recrutement et de nomination des juges de paix sont les mêmes que celles des juges, des tribunaux de première instance. Ils ont les mêmes privilèges, les mêmes responsabilités que les autres magistrats. Enfin le lé-

gislateur les a mis sur un pied de complète égalité avec les juges des tribunaux civils ; l'inaMOVibilité les couvre et ils ont les mêmes garanties, la même indépendance que leurs collègues des autres tribunaux.

La compétence du juge de paix est très étendue, il tient entre ses mains la juridiction civile et correctionnelle, fixée par la loi. Le juge de paix est responsable des difficultés soulevées par l'exécution de son jugement. C'est pourquoi on peut considérer la justice de paix iranienne comme un tribunal de droit commun.

Mais, à notre avis, il faut compter nos justices de paix parmi les tribunaux d'exception, car l'article 8 du Code de procédure limitait la compétence de ces tribunaux aux cas prévus dans ses paragraphes. Ils peuvent statuer seulement sur les affaires autorisées par la loi et enfin ils n'ont pas plénitude de juridiction comme les tribunaux de droit commun. C'est pourquoi nous considérons la justice de paix parmi les tribunaux d'exception. Nous allons étudier la composition et le fonctionnement de ces tribunaux.

La justice de paix, selon l'article 20 de l'ancien Code organique, était composée de deux juges mais ils ne siégeaient pas ensemble. Suivant les dispositions légales, le juge de paix statuait sur les affaires laïques et l'autre était un juge religieux, jugeant

les affaires qui étaient de la compétence des tribunaux religieux. Seules les affaires de peu d'importance étaient tranchées par le juge religieux de la justice de paix ; les affaires de plus grande importance l'étaient par ceux des tribunaux religieux. Cet article a été supprimé par le nouveau Code et depuis la justice de paix ne se compose plus que d'un seul juge.

Ressort de la justice de paix.

D'après l'article 17 de l'ancien Code, la justice de paix est constituée dans les villes et dans les cantons. Suivant l'article 18, on peut établir plusieurs justices de paix dans la même ville ou une seule pour plusieurs cantons. Le nombre de ces tribunaux était soumis à l'appréciation du ministre de la Justice qui le fixait suivant les besoins et les circonstances. Le nouveau Code a maintenu ces règles.

Le fonctionnement.

La procédure en justice de paix est sommaire. Le taux de compétence du juge de paix a été modifié plusieurs fois. D'après l'ancien Code de procédure, le taux était 250 tumans (actuellement 2.500 francs). Par une loi spéciale, cette somme avait été augmentée à 400 tumans. Le nouveau Code organique de 1307 (1928) fixe la compétence du juge de paix à 500 tumans, enfin dernièrement l'année pas-

sée l'article 18 de la loi 6 Dimah 1351 (1937) l'augmentait jusqu'à 1.000 tumans (20.000 francs) et dans les petites villes où il n'y a pas de tribunal civil, les juges de paix peuvent même statuer jusqu'à 2.000 tumans (40.000 francs). Par ces modifications nous voyons combien le législateur a étendu la compétence du juge de paix.

Le juge de paix a un grand rôle de conciliateur. En dehors des affaires qui entrent dans sa compétence, les parties peuvent demander au juge de paix de les concilier quelque soit le taux de leur litige. Signalons que le préliminaire de conciliation n'est pas obligatoire comme en France. C'est pour éviter la lenteur de la justice que le législateur a rendu facultatifs les préliminaires de conciliation.

En cas d'empêchement ou d'absence du juge de paix, un de ses collègues, le plus rapproché, remplira ses attributions.

L'appel des jugements du juge de paix est porté devant les tribunaux civils, au ressort desquels appartient la justice de paix (art. 23 du Code organique).

Rappelons à propos de l'appel des jugements des juges de paix que selon la disposition de l'article précité, dans les villes où n'est pas établi de justice de paix, le tribunal civil juge les affaires qui sont de la compétence du juge de paix. Ces jugements du tribunal civil sont susceptibles d'appel

devant le tribunal civil voisin. Le résultat de cet article c'est que les tribunaux civils limitrophes sont chacun les tribunaux d'appel des jugements rendus par leurs voisins. A notre avis, il faut éviter que les tribunaux civils jugent en appel les jugements rendus par la juridiction d'un même degré car il est possible que le juge de l'un soit vexé quand son jugement est infirmé par son collègue et qu'à son tour il s'applique à infirmer les jugements de l'autre.

Suivant la disposition de la loi 6 Deymah 1315 (1937), les jugements des juges de paix jusqu'à 50 tumans (1.000 francs) ne sont pas susceptibles d'appel. Ces jugements sont rendus en dernier ressort.

Le recours en Cassation.

Les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix, ainsi que les décisions rendues par les tribunaux civils en appel, des jugements de justice de paix, peuvent être soumis à la censure de la Cour de Cassation.

Jusqu'à la promulgation de la loi du 15 Tir 1309 (1931) le recours en Cassation était porté devant la Cour de Cassation. Mais d'après l'article 15 de cette loi le recours en Cassation des jugements des juges de paix et des jugements des tribunaux civils, rendus sur leur appel, doivent être portés devant la Cour d'appel dont ressortissent ces tribunaux. Dans ce cas, la Cour d'appel doit être compo-

sée au moins de trois juges (1). Ce qui est curieux c'est que, selon la disposition de cette loi, quand la Cour casse une décision, c'est elle-même qui doit juger l'affaire au fond.

D'après nous, la réforme réalisée par cette loi n'est pas satisfaisante et ses résultats sont peu heureux. Elle est même contraire à l'esprit de la constitution de la Cour de Cassation. Le but du législateur est, par la Cour de Cassation, d'assurer une jurisprudence unique dans toute le pays. C'est pourquoi la mission de cette Cour est seulement d'annuler pour violation de la loi les décisions en droit et non en fait, tandis que la loi précitée porte atteinte au but fondamental et à la conception moderne de l'organisation de la Cour de Cassation. En ayant établi plusieurs Cours de Cassation dans le pays, l'interprétation de la loi, par ses nombreuses Cours, à propos d'une question, pourra être différente et l'unité de jurisprudence ne sera pas assurée. En réalité, de cette façon on a constitué un troisième degré de juridiction puisqu'en cassant la décision, la Cour doit juger l'affaire au fond et que son arrêt est définitif et exécutoire. Le législateur, pour assurer l'unité de la jurisprudence, a prescrit par l'article 10 de la loi précitée que, si l'interpréta-

(1) Nous avons dit que suivant la réforme nouvelle, la Cour d'appel pour juger les affaires civiles peut se composer de deux juges.

tion des Cours d'appel, à propos des questions analogues, était différente, le Procureur Général près la Cour de Cassation, pour veiller à une application uniforme de la loi, porterait la décision rendue par la Cour d'Appel devant la Cour Suprême et l'arrêt de la Cour de Cassation serait signifié à toutes les Cours d'Appel. Malheureusement en pratique cette mesure n'est pas efficace pour garder l'unité de notre jurisprudence, et le parquet de la Cour de Cassation n'a pas le temps de contrôler tous les jugements rendus par les différentes cours d'appel afin d'assurer l'unité de l'interprétation de la loi.

Le législateur dans cette réforme a peut-être été inspiré par deux considérations. D'abord, il voulait éviter l'encombrement des affaires à la Cour de Cassation, surtout des affaires de justice de paix, qui exigent rapidité et célérité. Ensuite réaliser une économie budgétaire.

A notre avis, le législateur n'a pas atteint son but. En déférant le recours de Cassation des jugements de justice de paix et des tribunaux civils statuant en appel, aux Cours d'appel, on a été obligé d'augmenter le nombre des chambres de ces dernières. Voyons la situation des Cours d'appel d'après cette loi. Deux chambres de la Cour d'appel de Téhéran sont chargées de remplir le rôle de la Cour de Cassation, à propos des jugements précités, et dans la plupart des Cours d'appel des provinces, une

chambre s'occupe spécialement de ces affaires. En supprimant toutes ces chambres et en en ajoutant une ou deux au nombre des chambres de la Cour de Cassation, certainement on aurait évité l'encombrement et la lenteur des affaires de la Cour Suprême, et ce ne serait pas une charge pour le budget. En revanche, on avait l'avantage d'avoir une Cour de Cassation unique pour tout le pays et par cette mesure on pourrait assurer l'unité de notre jurisprudence.

Pour terminer l'organisation des justices de paix, ajoutons que, suivant les dispositions de l'ancien et du nouveau Code, on a constitué des justices de paix qui s'appellent : les justices de paix communales. Ces tribunaux sont composés d'un seul juge et leur compétence est limitée à 20 tumans (400 francs). Leur jugement est en dernier ressort définitif et exécutoire. On ne peut ni en interjeter appel ni recourir en Cassation.

SECTION II. — *Les Tribunaux de Commerce*

Avant d'étudier l'organisation et le fonctionnement des tribunaux de commerce, nous allons examiner d'une façon très sommaire les arguments invoqués en faveur de l'opportunité de l'existence de ces tribunaux et la thèse de leurs adversaires.

Les partisans des tribunaux de commerce ne

manquent pas d'appuyer sur les arguments suivants pour montrer les avantages de ces tribunaux :

1° Par la procédure appliquée devant les tribunaux de commerce, la justice est rendue plus vite que par les autres juridictions, car la procédure commerciale est très simple et rapide ; l'expédition des affaires ne souffre pas de lenteurs préjudiciables aux parties.

2° Les juges de ces tribunaux sont des commerçants et ont une connaissance spéciale des affaires commerciales qui ne se trouve pas chez les juges civils. En un mot, ils sont plus compétents et mieux placés que d'autres pour juger ce genre spécial d'affaires.

3° Les frais de justice devant ces juridictions sont moins coûteux que devant les tribunaux de droit commun, car aucun ministère n'est obligatoire et les parties peuvent plaider elle-mêmes et défendre leur cause.

4° Enfin on souligne comme le plus important, le rôle conciliateur que possèdent les juges commerciaux.

Envisageons maintenant les critiques faites par les adversaires :

1) Ils disent que l'existence des tribunaux commerciaux n'est pas indispensable et donnent l'exemple de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Hollande,

pays dont le commerce est beaucoup plus développé qu'ailleurs.

2) Etant donné que ces tribunaux sont des juridictions d'exception, ils sont la source de conflits de compétence entre les deux justices, conflits qui coûtent très cher aux justiciables.

3) Il faut remarquer que, dans un temps où le droit commercial n'était pas codifié, la loi ne reposant que sur les coutumes, ces tribunaux pouvaient avoir leur utilité pratique. Mais ce temps est passé, partout un code de commerce existe, il n'est pas le secret des commerçants et il ne s'agit désormais que d'appliquer la loi écrite. Les études juridiques s'imposent aussi bien au juge commercial qu'au juge civil et les commerçants n'ont pas cette condition nécessaire pour trancher les litiges et appliquer la loi. Les magistrats de carrière qui ont la science et l'expérience, sont plus compétents pour appliquer la loi que les commerçants. Un juge commercial n'est pas un spécialiste pour toutes les branches du commerce, il n'est pas plus expérimenté qu'un juge ordinaire lorsque le litige s'écarte du cercle étroit de ses occupations. Comment un industriel peut-il juger les questions si délicates que soulève la constitution des sociétés de banque ? Le juge commerçant a recours aussi souvent à des experts qu'au juge civil dans les matières où il n'a pas de connaissance suffisante.

Ils remarquent encore que les juges commerciaux fréquemment renouvelés, restent peu de temps en fonction et n'ont ainsi ni la pratique ni l'expérience que le temps donne aux juges de droit commun.

Ils disent que si les affaires sont plus vite jugées devant le Tribunal de Commerce, c'est grâce à la procédure qui est plus simple et plus rapide et non pas à la qualité de commerçants des juges, on peut donc obtenir ce résultat devant le Tribunal civil en appliquant la même procédure.

5) En considérant la multiplicité et les complications des lois commerciales en pratique, les parties, pour faire valoir leurs droits, auront recours aux avocats, bien que le ministère d'avoué ne soit pas obligatoire devant les tribunaux de commerce. Ils doivent payer les honoraires des avocats, qui ne demandent pas moins que pour les affaires civiles. Il en résulte que la justice devient aussi coûteuse, pour les justiciables, que devant les tribunaux de droit commun.

Voici en grande ligne les arguments invoqués par chaque partie en faveur de leur thèse, laissons de côté cette controverse et voyons l'organisation des tribunaux de commerce en Iran.

Composition.

En vertu de la loi du 24 Chaban 1333 (1915), le

Tribunal de Commerce se composait d'un président, de deux juges, d'un greffier et d'un juge suppléant. Le président était toujours un magistrat de carrière, mais les membres étaient des commerçants élus selon les dispositions légales. Cette organisation a été inspirée plus par le système allemand que par celui de la France où les présidents et juges sont des commerçants élus. Une autre différence, c'est que chez nous le Tribunal de Commerce pouvait avoir plusieurs Chambres. Dans ce cas, la Chambre présidée par le président s'appelait la première chambre. En France, il n'y a qu'une seule chambre dans un Tribunal de Commerce (2).

Les juges, leur nomination.

Le président et les vice-présidents, quand il y a plusieurs chambres, sont nommés par le ministre de la Justice dans les mêmes conditions que les présidents et vice-présidents du tribunal civil. Mais les membres du tribunal sont élus par les commerçants notables, ceux qui inspirent confiance, qui ont des livres réguliers, et sont connus par leur science économique.

En plus de ces qualités, les électeurs doivent remplir les conditions suivantes :

(2) Le Tribunal de Commerce de Paris a une organisation spéciale en sections. Voir Solus, p. 71.

1. Etre Iranien.

2. Avoir 25 ans révolus.

2. N'avoir pas commis de banqueroute frauduleuse.

3. N'être pas condamné à une peine prévue par la loi pour délits ou crime.

5. N'être pas interdit et en tutelle.

6. N'être pas révoqué du service de l'Etat par une condamnation.

Pour être éligible il faut remplir les mêmes conditions que les électeurs ; toutefois il faut avoir 30 ans au lieu de 25.

L'élection a lieu sous la surveillance du président de la Cour d'appel dans la ville où elle siège, ou sous la surveillance du président du tribunal de première instance.

Les membres des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans, ils sont renouvelables par moitié tous les ans et par tirage au sort. Les nouveaux membres sont élus pour deux ans.

Pour que le Tribunal de Commerce puisse siéger, il faut au moins trois juges, président compris. En cas d'absence d'un membre, le juge suppléant le remplace.

Avant d'entrer en fonction, les juges commerciaux doivent prêter serment. L'Etat ne paye pas les membres du Tribunal de Commerce, leur fonction est honorable.

La même loi organisait les justices de paix commerciales. Ce tribunal était composé d'un président (nommé par l'Etat) qui était un juge de carrière et de deux membres élus par les commerçants dans les mêmes conditions que ceux du Tribunal de Commerce. La compétence de la justice de paix était limitée par la loi à 250 tumans (actuellement 2.500 francs).

L'article 28 disposait que, dans les villes où un Tribunal de Commerce n'était pas établi, les affaires commerciales seraient jugées devant le tribunal civil, selon la procédure commerciale. Cet état de choses dura jusqu'à la réforme réalisée par le code organique du 27 Tir Mah 1307 (1928). Selon l'article 44, la participation des juges commerciaux est soumise à la demande des parties. Le Tribunal de Commerce se composait d'un juge professionnel, mais chacune des parties pouvait demander que le tribunal soit composé d'un juge commercial et elle devait présenter son juge au président. Si le juge présenté par une partie ne se présentait pas à l'audience, le président jugeait avec la collaboration du juge commercial de l'autre partie. En cas de partage des voix, c'était celle du président qui l'emportait.

Les mêmes dispositions étaient prescrites pour la justice de paix et la Cour d'appel quand elles jugeaient une affaire commerciale.

A son tour, cette loi est modifiée par la loi du 3-12 Tire Mahe 1309 (1930). En vertu de cette loi les tribunaux de commerce furent supprimés et ce sont les tribunaux civils qui statuent sur les affaires commerciales. Mais la loi offre aux parties la faculté de demander au tribunal civil, pour juger l'affaire, la participation d'un juge commercial, présenté par chacune d'elles dans les conditions précitées. Mais, si les parties ont cette faculté, en pratique elles n'en usent pas. C'est ce qui résulte des renseignements que nous avons demandés à M. Emami, premier président du Tribunal Civil de Téhéran : « C'est le juge du tribunal civil qui généralement statue seul sur les affaires commerciales ».

On peut invoquer l'évolution de nos tribunaux de commerce en faveur de ceux qui disent que l'existence des tribunaux de commerce n'est pas indispensable à la bonne marche des affaires commerciales.

SECTION III. — *Les tribunaux religieux*

Nous avons dit dans la première partie, que pendant la domination de l'Islam et même sous l'Ancien Régime, en Perse, la fonction du juge était réservée au clergé. Les Modjtaheds (grands jurisconsultes musulmans) rendaient la justice entre les particuliers. Après la Révolution, ils conservèrent

ce privilège dans une certaine mesure, car ils jouèrent un grand rôle dans la révolution et furent très influents. C'est pourquoi l'existence des tribunaux religieux a été consacrée par les lois constitutionnelles.

L'article 27 de la même loi, dans son paragraphe II, édicte « la puissance de juger et d'arbitrer, qui consiste dans le pouvoir de dire droit, appartient exclusivement aux tribunaux « Chariyeh » (tribunaux religieux) en matière de « Chare » (droit islamique) et aux tribunaux judiciaires en matière de « Orf » (droit coutumier non écrit) ».

Cet article démontre l'importance que le législateur constitutionnel attachait aux cours religieuses.

Ces tribunaux existent même actuellement à côté des tribunaux de droit commun. Suivant la définition donnée par le Code organique dans son article 4, ces tribunaux sont des tribunaux d'exception, car ils ne peuvent être saisis que pour les affaires déterminées par la loi. De plus l'article premier de la loi du 9 Azar 1310 (1931) édicte nettement que les tribunaux religieux sont des tribunaux d'exception. Nous allons en voir d'abord la composition puis le fonctionnement et, enfin, les restrictions apportées à la compétence de ces tribunaux.

Composition.

Le code organique de 1911 prévoit dans son livre II l'organisation des tribunaux religieux officiels. Selon l'article 2, le juge du tribunal sera désigné par le Ministre de la Justice. L'article 3 indique que chaque tribunal se compose d'un juge qui doit être Modjtehed (grand jurisconsulte musulman) et de deux assesseurs qui seront choisis et présentés au Ministre de la Justice par le juge lui-même (art. 103).

Suivant l'article 2, les tribunaux organisés par le Ministre de la Justice seront seulement officiels, mais si les parties en cause se mettent d'accord, pour demander aux tribunaux civils de renvoyer leur affaire devant un juge religieux non officiel, leur demande doit être acceptée.

Signalons que cette loi resta lettre morte, les tribunaux religieux officiels ne furent pas organisés, car les Modjteheds ne voulurent pas se soumettre aux règlements et à la discipline du ministère de la Justice. En pratique, c'était toujours les parties qui désignaient un juge religieux non officiel et demandaient au tribunal de renvoyer leur affaire devant lui. En cas de désaccord des parties, le tribunal désignait par tirage au sort un Mojtehed parmi ceux qui étaient inscrits sur la liste dressée par le ministère de la Justice. C'est pourquoi il n'est pas indispensable d'entrer dans le détail de l'organisation de

ces tribunaux ; de la façon dont ils rendaient leurs jugements et du recours possible contre leurs décisions devant l'assemblée extraordinaire des Modjtéheds organisée par la loi précitée, comme non plus des attributions de cette assemblée. Laissons donc ces questions de côté, et voyons la forme définitive de ces tribunaux, suivant les lois postérieures.

La loi du 9 Azar 1310 (1931) a mis fin à l'indépendance et à l'autonomie des Modjtéheds. Elle a réussi à constituer, au sein de l'organisation judiciaire, des tribunaux religieux. Désormais les juges furent soumis aux règlements du ministère de la Justice et sont payés sur le budget de l'Etat. Suivant la nouvelle loi, chaque tribunal religieux se composait d'un seul juge qui était nommé par le Ministre de la Justice. Le tribunal de Téhéran pouvait avoir des juges assesseurs.

Le fonctionnement.

Les tribunaux religieux jugent seulement les affaires qui leur sont renvoyées par les tribunaux de droit commun et nous parlerons de la compétence de ces tribunaux plus loin. Pour ce renvoi les tribunaux judiciaires rendent un jugement avant de faire droit.

En vertu de l'article 6, le recours contre leur jugement est possible. Ce recours doit être porté devant un tribunal composé d'un Modjtched désigné

au tirage au sort, en présence des parties, par le tribunal religieux de Téhéran. Le Ministre de la Justice dresse une liste pour deux ans comprenant les noms des Modjtaheds qui doivent être désignés par tirage au sort pour la révision des jugements des tribunaux religieux. Rappelons qu'avant cette loi, suivant les dispositions du nouveau Code de procédure, le recours formé contre un jugement du tribunal religieux était porté devant trois juges des autres tribunaux religieux (art. 361).

L'audience.

Les affaires sont jugées en audience publique. Si la moralité l'exige ou si les deux parties les demandent, l'audience sera tenue à huis clos.

Le jugement.

Le tribunal religieux après avoir rendu son jugement doit envoyer au greffier du tribunal qui l'avait saisi par son jugement avant faire droit. Le greffier est chargé de faire signifier le jugement aux parties. Après l'expiration du délai d'opposition ou, en cas de recours, après que le jugement a été rendu par le tribunal de révision, le tribunal civil doit rendre un jugement conforme à celui du tribunal religieux ou du tribunal de révision. Ce dernier jugement est définitif et exécutoire.

C'est le seul cas où les tribunaux d'exception

ne sont pas chargés de l'exécution de leurs jugements.

La compétence.

Suivant l'article 145 du Code de procédure civile de 1911, la compétence des tribunaux religieux a été très étendue. Toutes les contestations concernant le mariage, le divorce (entre les Musulmans), les fondations pieuses, les fonctions de tuteur et des exécuteurs testamentaires, comme la nomination de ces derniers, entraient dans leur compétence. D'autre part, chaque fois que les procès exigeaient la preuve testimoniale religieuse ou serment, la compétence de ces tribunaux était incontestable.

Le clergé n'était pas encore satisfait et quelques années après sous leur influence, le législateur fut obligé d'annexer un article 145 *bis* au Code de procédure civile. Suivant cet article, en plus des cas énumérés par l'article 145, toutes les fois où la preuve n'était pas basée sur l'aveu de l'adversaire, le tribunal devait à la demande d'une des parties renvoyer l'affaire devant le tribunal religieux. Par cette loi, quatre-vingts pour cent des procès dont étaient saisis les tribunaux judiciaires étaient renvoyés devant les Cours religieuses. Cet état de choses est devenu insupportable et le législateur a supprimé d'abord l'article 145 *bis*, puis la loi du 11 Day 1307 (janvier 1929) a abrogé l'article 145 et tous les

autres articles du Code de procédure civile ayant trait à la compétence des tribunaux religieux. Selon cette dernière loi, les trois cas suivants, seuls, ressortissent de la compétence de ces tribunaux : 1. les contestations touchant le fond du mariage et du divorce ; 2. les litiges qui selon une loi spéciale doivent être tranchés par preuve testimoniale religieuse ou par serment ; 3. le cas de nomination d'un tuteur, d'un exécuteur, d'un administrateur de fondation pieuse.

Le législateur restreignit encore une fois cette compétence déjà limitée des tribunaux religieux par la loi du 9 Azar 1310 (1931). Suivant l'article 3 de cette loi, les cas où les contestations doivent être tranchées par la preuve testimoniale religieuse ou par serment devaient être déterminées par la loi et le renvoi devant les tribunaux religieux était interdit par le même article, jusqu'à ce que la loi ait déterminé les cas de renvoi. Depuis cette date jamais la loi ne les a fixés et ce sont les tribunaux laïcs qui jugent ces affaires.

Nous voyons que la compétence des tribunaux religieux a été réduite par des lois successives et à l'heure actuelle elle est limitée seulement à deux cas spéciaux (précités sous les numéros 1 et 3).

CHAPITRE III

COUR DE CASSATION

Au-dessus de tous les tribunaux judiciaires, on trouve la Cour de Cassation. C'est un tribunal supérieur qui juge seulement en droit et non en fait. Son grand rôle est d'annuler les décisions en dernier ressort des autres tribunaux, en cas de violation de la loi. Elle veille aussi à l'unité de l'interprétation des lois dans tous le pays et, comme M. Tissier l'a dit, « elle est la gardienne de la loi et du droit ».

En Iran, la Cour de Cassation est créée par l'article 75 du supplément de la loi constitutionnelle, cet article édicte « une Cour de Cassation existe dans la capitale pour tout le pays ». Le même article prescrit que cette Cour ne jugera aucune cause en premier ressort sauf en cas de procès concernant les ministres, que nous en parlerons plus loin.

Composition.

La composition de notre Cour Suprême a été changée plusieurs fois. Suivant l'article 50 de l'ancien Code organique, la Cour de Cassation était divisée en deux Chambres : la Chambre Civile et la Chambre Criminelle. Chaque Chambre se composait

d'un président et de quatre conseillers (art. 51). Le nouveau Code organique de 1307 (1928) a maintenu le nombre des Chambres mais a réduit le nombre des conseillers à trois pour chaque Chambre. En vertu de la loi du 3 Tir 1309 (1930) la Cour fut divisée en trois Chambres. Chaque Chambre est composée d'un président et de trois conseillers. Un des conseillers préparait un rapport du dossier et ne participait pas à la délibération et au jugement, si les autres conseillers étaient présents, mais en cas d'absence de l'un d'eux, il participait aux délibérations. En tous cas, pour l'audience du tribunal, la présence de trois juges était nécessaire pour rendre le jugement.

Suivant les lois postérieures, le nombre des Chambres de la Cour a été porté à quatre puis à cinq.

Aujourd'hui la cour de Cassation est divisée en cinq Chambres : trois civiles et deux criminelles.

Auprès de la Cour de Cassation existe un parquet comprenant un procureur général et six avocats généraux.

Il n'y a pas de roulement entre ces différentes Chambres.

Le Premier Président.

Le Premier Président peut présider chacune des Chambres de la Cour, mais, en pratique, il pré-

side toujours une des Chambres civiles. Il a également la présidence des Chambres réunies, et des assemblées générales ; ainsi que la présidence du tribunal de révision des arrêts du tribunal disciplinaire.

Fonctionnement et compétence de la Cour de Cassation.

Nous avons exposé que le rôle de la Cour Suprême est d'unifier la jurisprudence dans tout le pays. Comme conséquence de son rôle, elle annulera toute sentence qui contiendra une contravention expresse au texte de la loi. D'après l'article 52 de l'ancien Code organique et l'article 350 du Code de procédure civile, la Cour de Cassation ne jugera pas le fond des affaires, elle jugera seulement en droit. Les jugements rendus en dernier ressort soumis à l'appréciation de la Cour Suprême, en cas de violation de la loi, seront cassés et renvoyés devant une autre juridiction du même degré, de même nature et du même ordre que celle qui avait statué sur les dits jugements.

Si le tribunal du renvoi statue dans le sens opposé à celui indiqué par la Cour de Cassation, c'est-à-dire s'il base son jugement sur les mêmes motifs et les mêmes raisons que le tribunal précédent, dont la décision a été cassée, sa sentence sera jugée par les Chambres réunies de la Cour Suprême. En cas de nouvelle cassation du jugement, le tribunal de

renvoi doit s'incliner et conformer son jugement à celui de la Cour de Cassation (art. 554 du Code de procédure civile). Mais il faut savoir que les arrêts de la Cour de Cassation n'ont d'autorité que pour les affaires sur lesquelles elle a statué. Elle ne peut statuer par voie réglementaire. Si les autres juridictions, au point de vue légal, ne sont pas contraintes d'admettre la même solution que celle qu'avait admise la Cour de Cassation, toutes les Chambres réunies, en fait, l'arrêt de la Cour a son influence et son autorité. Les tribunaux en se rendant compte que, s'ils prennent une décision contraire à celle de la Cour Suprême, elle sera cassée, respectent toujours la solution donnée par la Cour de Cassation. D'où l'unité de la jurisprudence et le rôle bienfaisant de la Cour Suprême.

En dehors de sa fonction principale, qui consiste à surveiller l'application exacte des lois, la Cour de Cassation, exceptionnellement, jugera au fond les délits et les crimes commis par les ministres pendant l'exercice et à propos de leur fonction. En ce cas l'affaire sera jugée devant la Cour de Cassation toutes Chambres réunies et son jugement sera définitif et exécutoire.

En vertu de l'article 24 du Code organique, la révision des jugements du tribunal disciplinaire des magistrats aura eu lieu devant les Chambres réu-

nies de la Cour de Cassation. Mais cet article était modifié par une loi ultérieure.

Suivant cette loi : le tribunal de révision était composé de deux membres du tribunal disciplinaire et quatre conseillers à la Cour de Cassation, sous la présidence du premier Président à la Cour Suprême.

Cette loi, à son tour, est modifiée par la loi du 6 Dimah 1315 (1937).

La nouvelle loi diminuait le nombre des membres de ce tribunal. Actuellement, suivant l'article 17 de cette loi, le tribunal est composé de cinq juges, deux choisis par tirage au sort parmi les membres du tribunal disciplinaire, trois choisis par le Ministre de la Justice pour un an parmi les présidents et les conseillers à la Cour de Cassation. Ce tribunal est compétent pour la révision des arrêts du tribunal disciplinaire, et son jugement est définitif et exécutoire.

En terminant cette section, rappelons que l'organisation de notre Cour de Cassation est inspirée beaucoup de celle de la France. Seulement il y a une différence : notre législation, pour éviter la lenteur de la procédure et diminuer les frais de justice, n'a pas créé de Chambre des requêtes dans l'organisation de la Cour de Cassation et à ce point de vue notre Cour Suprême ressemble à celle de l'Italie et de la Belgique.

CHAPITRE IV

L'ARBITRAGE

L'institution de l'arbitrage s'est modifiée plusieurs fois suivant les différentes lois. L'ancien code de procédure civile de 1911 avait organisé l'arbitrage facultatif. Les plaideurs pouvaient, en plein accord, soumettre la solution de leur litige à une ou plusieurs personnes. Pour la validité de l'arbitrage, il fallait avoir la capacité de disposer du droit en litige, ainsi que la capacité d'ester en justice. En plus le compromis devait être écrit devant un notaire ou devant le tribunal saisi du procès, enfin le compromis devait être authentique, comprendre les noms des parties, des arbitres, l'objet du litige, le délai accordé aux arbitres pour rendre leur sentence. Suivant les dispositions de l'ancien Code, les arbitres n'étaient pas obligés d'appliquer les lois de procédure, ils pouvaient juger en équité. Mais leur jugement était frappé de nullité s'il était contraire à une loi ou au contenu d'un acte authentique. Tel était en grandes lignes l'institution de l'arbitrage suivant l'ancien Code. Voyons maintenant les mo-

difications apportées à cette institution par les nouvelles lois.

La loi du 29 Esfand 1306 (1928) établit l'arbitrage obligatoire. L'esprit du législateur dans cette réforme était inspirée des avantages de l'arbitrage, tels que la rapidité de la décision, la compétence de juges dépourvus de connaissance spéciale en la matière. Une autre raison de cette réforme, c'est que les capitulations venaient d'être supprimées et le gouvernement voulait attirer la confiance des ressortissants étrangers qui se méfiaient au début des tribunaux persans (1).

Les conditions de fond étaient les mêmes que celles que nous avons expliquées plus haut, à propos de l'arbitrage facultatif, mais la procédure en était différente.

Suivant l'article 1^{er} de cette loi, l'arbitrage était obligatoire si l'une des parties le demandait au plus tard à la première audience de la justice de paix, du tribunal civil ou du tribunal de commerce. Les parties en cause pouvaient en plein accord choisir un seul arbitre, elles pouvaient aussi choisir chacune un arbitre et de consentement mutuel un tiers arbitre. Si les parties ne tombaient pas d'accord sur le choix du surarbitre, le Tribunal le choisissait par tirage au sort, parmi les citoyens persans

(1) La suppression des capitulations, p. 198.

compétents et experts en l'objet du litige. Le Tribunal choisissait aussi, par tirage au sort, l'arbitre du défendeur, en cas de refus par celui-ci de désigner son arbitre, mais en cas de refus du demandeur, la marche du procès était arrêtée et s'il ne désignait pas dans les deux mois son arbitre, le tribunal rejetait définitivement sa demande.

La sentence arbitrale était susceptible en révision devant un nouveau tribunal arbitral composé des deux anciens arbitres et de trois autres choisis par les parties, ou, en cas de désaccord, par le Tribunal (art. 9). Si l'objet du litige excédait la somme de dix mille tounans (actuellement 200.000 fr.), la partie mécontente pouvait interjeter appel devant le Tribunal compétent, à la condition de consigner quatre pour cent de la somme à laquelle elle avait été condamnée par les arbitres pour dédommager la partie gagnante, en cas d'échec. Les jugements arbitraux ne pouvaient être exécutés qu'après une ordonnance du Tribunal qui était saisi de l'affaire.

La loi d'arbitrage obligatoire ne donnait pas de bons résultats même au début de sa promulgation et les juristes le prévoyaient. Voici ce qu'a écrit à ce propos M. le Docteur Matine Daftari dans son intéressant ouvrage intitulé « La suppression des capitulations » : « Nous n'envisageons pas d'un bon œil les conséquences possibles de cette loi. A notre avis, elle ne tardera pas à faire naître des abus en

dépit des dispositions qui cherchent à en combattre éventuellement la mauvaise application.

« En effet, pourquoi soustraire le procès aux magistrats assermentés, esclaves des lois, sous peine de mesures disciplinaires, pour les soumettre aux bons citoyens sans responsabilités ? Du moment que le jugement arbitral est en grande partie susceptible de provoquer l'appel, cet arbitrage obligatoire n'assure pas davantage la célérité. Aussi souhaitons-nous que cette loi soit abrogée définitivement avant que l'expérience ne vienne confirmer notre pessimisme » (2).

Comme l'auteur l'avait prévu, les conséquences de cette loi ne furent pas heureuses. On n'a pas pu obtenir la rapidité qu'on en attendait, car les sentences arbitrales étaient susceptibles de révision devant un autre tribunal arbitral, ou d'appel devant la cour compétente.

D'autre part, la justice était devenue très coûteuse à cause des honoraires que la loi avait fixés pour les arbitres (2,5 % de la valeur de l'objet du litige pour chacun des premiers arbitres et 7,5 % pour les arbitres de révision). C'est pourquoi la loi du 11 Farvardine 1308 restreignait l'arbitrage obligatoire. Suivant la nouvelle loi, il était interdit de compromettre même avec le consentement des par-

(2) La suppression des capitulations, p. 139.

ties sur les contestations concernant le mariage, le divorce, la faillite. Avec le consentement des parties, on pouvait soumettre à l'arbitrage les procès qui ressortissaient à la compétence du juge de paix, les procès commerciaux, ou ceux qui étaient basés seulement sur la preuve testimoniale.

Enfin, par la loi du 20 Bahman 1313 (1935), l'arbitrage obligatoire fut définitivement abrogé. Les parties pouvaient soumettre en plein accord leurs litiges à l'arbitrage sauf dans les cas prévus par la loi, comme le divorce, l'affiliation, etc...

La clause compromissoire. En France, la validité de cette clause n'était pas admise par la jurisprudence. La loi de 1925 autorisa les parties à convenir à l'avance dans un contrat que les contestations qui pourraient s'élever entre elles, à propos de ce contrat, soient soumises à l'arbitrage, mais seulement en matière commerciale.

La clause compromissoire n'est pas valable pour les autres affaires, tandis qu'en Iran cette clause est toujours valable quel que soit le genre de l'affaire.

CONCLUSION

En arrivant au terme de notre travail, nous devons rappeler les points essentiels qui caractérisent l'histoire et l'évolution de l'organisation judiciaire de l'Iran.

1° En étudiant le droit persan au point de vue historique, nous avons vu que, dans les temps très anciens, les institutions judiciaires étaient assez développées. Il existait déjà des règles spéciales au droit public et au droit privé.

En ce qui concerne le droit public, tous les habitants étaient soumis aux mêmes règles et aux mêmes tribunaux. Mais, au point de vue du droit privé, les croyants des diverses religions étaient jugés suivant leur propre droit religieux ; par exemple les chrétiens étaient soumis au droit canonique et les juifs étaient jugés par leurs propres prêtres.

Un autre trait essentiel peut être dégagé de l'étude historique de notre organisation judiciaire : les coutumes et les traditions ont eu beaucoup d'influence sur nos institutions juridiques.

Ainsi, après la conquête de l'Iran par l'Islam,

à côté des tribunaux religieux déjà existant, on créa des tribunaux laïques, qui jugeaient les affaires selon les coutumes des habitants du pays.

2° L'établissement du régime constitutionnel actuel est le commencement d'une période nouvelle en Iran. Cette période est caractérisée par l'influence des systèmes juridiques occidentaux sur notre organisation judiciaire.

En étudiant les principes généraux de notre justice, nous avons montré l'importance de cette influence et surtout celle de la France qui a pris une place prépondérante parmi les autres pays.

Dans son rapport juridique, présenté à l'Académie internationale de droit comparé, le Comité national de l'Iran a fait d'ailleurs ressortir cette influence sur le Code de Commerce, le Code de procédure civile et même sur le Code Civil (1).

3° Nous avons vu que sous le régime actuel, le bon fonctionnement de la justice est assuré. L'influence du Clergé, qui s'opposait à toutes les réformes modernes et surtout dans le domaine juridique, a disparu. Des réformes nouvelles sont intro-

(1) Rapport présenté par M. Emami, président du Tribunal de première instance de Téhéran; et M. Banzari, procureur impérial près de ce tribunal, à l'Académie internationale de droit comparé.

duites dans notre organisation judiciaire ; l'application du système du juge unique aux tribunaux de première instance donne d'heureux résultats, car on a obtenu une justice plus rapide pour les justiciables et moins onéreuse pour l'Etat.

Nos cours d'appel fonctionnent suffisamment bien, mais, ainsi que nous l'avons vu dans la troisième partie, une réforme serait à envisager quant à la composition de ces tribunaux, pour garantir le bon fonctionnement de la justice.

Enfin, suivant la loi du 28 Bahman 1315 (1937) pour être avocat, il faut être licencié en droit et accomplir un stage d'un an chez un avocat. Cette réforme nous donnera dans quelque temps un barreau composé d'avocats compétents.

Toutes les réformes judiciaires ne sont pas encore terminées. En effet, des commissions composées d'experts, sous la direction du Ministre de la Justice, travaillent actuellement à la révision du Code de procédure civile et du Code pénal.

Nous devons la plupart de ces réformes à Son Excellence M. Matine Daftari, Ministre de la Justice, qui a fait des études juridiques modernes en Europe, et qui a étudié de très près les diverses organisations judiciaires.

Rentré en Iran, il a profité de l'expérience ac-

quise pour réaliser des réformes nouvelles, et judiciaires dans toutes les branches juridiques.

Enfin nous ne pouvons terminer sans rappeler que toutes ces réformes ont été réalisées sous l'impulsion de Sa Majesté, le Chef puissant et soucieux du progrès de son peuple, et dont le pays sous sa protection marche chaque jour vers la prospérité dans tous les domaines.

Vu : Le Doyen,

Ed. ALLIX.

Vu : Le Président.

H. SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdoh*. — L'élément psychologique dans les contrats suivant la conception iranienne. Paris, 1937.
- Amir Soleymani*. — Etude comparative sur la formation et les effets des contrats entre le droit iranien et le droit français. Paris, 1936.
- Back de Surany*. — L'essai sur la Constitution persane. Paris, 1914.
- Chaygan*. — Essai sur l'histoire du droit public musulman. Paris, 1934.
- Christensen*. — L'Empire des Sassanides : le peuple, la cour, l'Etat. Paris, 1937.
- Code de procédure civile, Code pénal, Code civil français.
- Code d'organisation judiciaire allemand, trad. en fr. par Dubarle. Paris, 1885.
- Coran. Texte original, en arabe.
- Darmesteter*. — Coup d'œil sur l'histoire de la Perse. Paris, 1885.
- Esmein*. — Elément de droit constitutionnel français et comparé. Paris, 1914, 1921, 1927.
- Franqueville* (Comte de). — La magistrature anglaise. Paris, 1891.
- Glassan, Morel et Tissier*. — Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire et de procédure civile. Paris, 1925.
- Gabineau* (Comte de). — His. des Perses. Paris, 1869.
- Grimberg-Vinaver*. — Le rôle judiciaire de la Chambre des Lords. Paris, 1936.
- Herodote*. — His. tr. fr. par S.A.C. Buchan ; parue dans le Panthéon littéraire. Paris, 1837.

Journal Officiel du Ministère de la Justice de l'Iran, en persan.

Labourt. — Le christianisme dans l'Empire Perse sous la dynastie Sassanide. Paris, 1904.

Matine Daftari. — La suppression des capitulations en Perse. Paris, 1939.

Montesquieu. — Esprit des lois. Paris, 1875-1879.

Mossadeghe. — Le testament en droit musulman. Paris, 1914.

Nassrè. — Essai sur histoire du droit persan dès l'origine à l'invasion arabe. Paris, 1933.

Picot. — La réforme judiciaire en France. Paris, 1881.

Ouerry. — Recueil des lois concernant les Musulmans Chyites. Paris, 1871-1872.

Recueil des lois, Règlements, Décrets et Arrêtés, extraits du Journal Officiel du Ministère de la Justice de l'Iran, 9 vol. (1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315), en persan.

Sadjady. — Les principes du régime parlementaire en Perse. Paris, 1933.

Solus. — Cours de procédure civile 1936-1937 de la Faculté de Droit de Paris.

Scheïkh Bah-ed-Dine (Dajamé-Abassi). — Ouvrage sur le droit chyite, en persan.

Tabari. — His. générale du monde depuis la création jusqu'à l'an 302 de l'Hégire (912 J.C.), tr. fr. par Her. Zotenberg. Paris, 1867-1874.

Tansar. — La lettre de Tansar au roi de Tabaristan, tr. fr. par Damesteter, extrait du Journal Asiatique. Paris, 1894.

Vakil. — Les recours contre l'administration d'après le droit public persan. Paris, 1934.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>Choix du sujet, plan de l'ouvrage</i>	5
--	---

PREMIÈRE PARTIE. — APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation judiciaire de l'Iran avant et après l'Islam</i>	7
SECTION I. — <i>L'organisation judiciaire avant l'Islam</i>	7
§ 1. — <i>Les archemenides</i>	8
§ 2. — <i>Les Seleucides et les Parthes</i>	11
SECTION II. — <i>Les Sassanides</i>	13
CHAPITRE II. — <i>L'organisation judiciaire en Iran, de la domination de l'Islam à l'établissement du régime constitutionnel</i>	23
SECTION I. — <i>Les sources du droit musulman</i>	23
SECTION II. — <i>Les organisations judiciaires</i>	28
SECTION III. — <i>Les conditions de capacité du juge</i>	32
SECTION IV. — <i>Nomination et révocation du juge.</i>	34
SECTION V. — <i>La justice sous l'ancien régime</i> ...	35
CHAPITRE III. — <i>L'organisation judiciaire après l'établissement du régime constitutionnel en Iran</i>	43
SECTION I. — <i>Les réformes judiciaires depuis l'établissement de la monarchie constitutionnelle jusqu'au Coup d'Etat de 1921</i>	43

SECTION II. — Les réformes judiciaires après le Coup d'Etat	53
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les principes généraux</i>	73
---	----

SECTION I. — Principe de la séparation des pou- voirs et ses conséquences	73
--	----

SECTION II. — Principe de la prohibition des évocations et dessaisissements	89
--	----

SECTION III. — Principe de l'égalité devant la jus- tice	91
---	----

SECTION IV. — Principe de la gratuité de la jus- tice	93
--	----

SECTION V. — Principe de la séparation des ju- ridictions de droit commun et d'exception	95
---	----

SECTION VI. — Principe du double degré de ju- ridiction	101
--	-----

SECTION VII. — Principe de collégialité des tribu- naux	108
--	-----

SECTION VIII. — Principe de jury civil	112
--	-----

SECTION IX. — Principe de la justice ambulante et la justice sédentaire	116
--	-----

SECTION X. — Principe de la permanence de la justice	118
---	-----

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les juridictions</i>	119
---	-----

SECTION I. — Les tribunaux civils de première ins- tance	119
---	-----

SECTION II. — L'organisation actuelle des tribunaux de première instance	125
SECTION III. — Les Cours d'appel	128
CHAPITRE II. — Les tribunaux d'exception	137
SECTION I. — Les justices de paix	137
SECTION II. — Les tribunaux de commerce	144
SECTION III. — Les tribunaux religieux	151
CHAPITRE III. — <i>Cour de Cassation</i>	159
CHAPITRE IV. — <i>L'Arbitrage</i>	165
CONCLUSION.	171
BIBLIOGRAPHIE.	175

